



Union Africaine



CEA

Sommet mondial de la Société de l'information
Bureau de Bamako

Plan d'action régional africain pour l'Economie du Savoir (PARAES)

Un Cadre d'action

Juillet

2005

Projet de table des matières

I. Introduction

II. Toile de fond

III. Contexte politique

- AISI
- NEPAD
- WSIS

IV. Engagements d'Accra pour Tunis 2005 **Principes généraux** **Aspects opérationnels**

V. Le rôle des parties prenantes

- Rôle du gouvernement
- Rôle du secteur privé
- Rôle de la société civile
- Rôle des parlementaires
- Rôle des Universités
- Rôle des médias
- Rôle des organisations internationales
- Considérations spéciales pour les personnes handicapées.

VI. Economie du savoir

- Définition et caractéristiques
- Signification pour l'Afrique

VII. Cadre pour un plan d'action régional africain de l'économie du savoir

- Tableau des principaux domaines du cadre
- Rapport avec les plans africains précédents
- Matrice des principaux domaines
- Liste des projets régionaux et sous régionaux

VIII. Partenariat pour la mise en œuvre

IX. Analyse et évaluation

X. Conclusion

XI. Annexes

I-Introduction

Au cours de ces dernières années, nombre de pays africains ont tiré parti des opportunités offertes par les Technologies de l'Information et des Communications (TIC) et ont mis en place des plans d'Infrastructure nationale d'Information et de Communication en soutien à leurs efforts de développement socio-économique. De tels succès ont été rendus possibles grâce aux efforts concertés de tous les intéressés sous l'égide des gouvernements et le soutien d'organisations régionales et internationales ainsi que de partenaires bilatéraux et du secteur privé. Il importe d'étendre ces efforts au reste des Etats africains pour les faire bénéficier de l'économie du savoir. Dans ce contexte, une stratégie coordonnée et pluri-directionnelle est indispensable aussi bien au niveau national que sous-régional pour lancer l'économie du savoir sur le continent. Ce plan d'action, qui vise à bâtir une région bénéficiant pleinement des services des TIC d'ici 2015, sera adopté par nos dirigeants par le biais de plusieurs forums, y compris le Sommet de l'Union Africaine.

II-Toile de fond

Le cadre proposé pour le plan d'action régional africain de l'économie du savoir (PARAES) est en train d'être élaboré à la demande de la seconde Conférence préparatoire régionale africaine du WSIS, réunie à Accra au Ghana du 2 au 4 février 2005. Il se fonde sur les «Engagements d'Accra pour Tunis 2005» et sur la vision définie par l'Initiative de la Société africaine de l'Information (AISII) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), sous la direction de l'Union africaine.

En tirant parti des recommandations et des résultats obtenus à la conférence d'Accra, un plan d'action régional est élaboré pour lancer la société de l'information sur le continent. En outre on s'attend à ce que ce plan d'action contribue à la réalisation de la Déclaration sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) Dans ce contexte, il est conçu:

- Pour définir une approche et des positions africaines dans le processus de préparation de la seconde phase du WSIS, pour devenir l'approche africaine dans le débat actuel sur les principales questions du WSIS,
- Pour mettre en place les fondations d'une coopération régionale et internationale sur une période de dix ans, jusqu'en 2015, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations africaines.

Le processus d'élaboration du Plan d'action est coordonné par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), avec la participation d'un Comité d'experts composé du bureau de Bamako pour le WSIS et du Comité technique consultatif africain de l'AISI, ainsi que d'experts des Etats membres, de la diaspora, de la Commission de l'Union africaine (CUA), de L'Union Africaine des Télécommunications (UAT) et de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT),

Les parties prenantes africaines sont également en train de présenter leurs apports par le biais de diverses listes de discussions. Les premières réunions sur l'élaboration du plan

d'action se sont tenues:

- Le 24 avril 2005 à Addis-Abeba, Ethiopie, en marge de la 4^{ème} session du Comité de l'Information du développement, et
- Le 9 mai 2005 au Caire, en marge de la Réunion régionale des pays arabes pour le WSIS.

Le Plan d'action a été passé en revue par le Comité ministériel africain des TIC, réuni au Caire le 10 mai 2005. Plusieurs autres réunions devraient être organisées pour réexaminer et enrichir ce Plan d'action. Un dernier atelier aura lieu durant la phase de Tunis du SMSI, dans la matinée du 16 novembre 2005 pour discuter de la mise en œuvre du Plan d'action.

III-Contexte Politique

Ce plan est élaboré sous l'égide de l'Union africaine dans le contexte de nombreux cadres concernant le continent africain, y compris l'AISI, le NEPAD et le WSIS.

L'AISI

A l'époque de la création de l'AISI en 1996, les 3 grands objectifs de développement définis par les dirigeants africains comprenaient: L'amélioration de la qualité de vie pour tous les Africains, l'intégration économique régionale, de meilleurs échanges commerciaux et d'autres liens avec la communauté mondiale. C'était dans ce contexte que les objectifs de l'AISI avaient été arrêtés par les Ministres africains du Plan, des Finances et du Développement économique comme «soutien et accélérateur du développement socio-économique à travers la région», conformément aux buts d'intégration régionale du Traité fondateur de la Communauté économique africaine. La vision de l'AISI énonce que: «En 2010 il y aura une société de l'information viable en Afrique», où:

- L'information et les systèmes de soutien aux décisions seront utilisés pour soutenir les prises de décisions dans tous les principaux secteurs de l'économie conformément aux priorités de développement national de chaque Etat;
- Tout homme, toute femme, toute école, tout village, tout bureau gouvernemental et toute entreprise pourront avoir accès aux ressources en information et en connaissances au moyen d'ordinateurs et des télécommunications;
- L'accès aux «autoroutes de l'information» internationale, régionale, et nationale sera possible avec des «bretelles» menant aux villages et pourvoira spécifiquement aux besoins de la société de base dans le domaine de l'information;
- Un secteur d'affaires dynamique fera preuve d'une forte gestion capable de mettre en place les structures d'une société de l'information;
- Les ressources africaines en informations seront disponibles et reflèteront les besoins du gouvernement, du milieu d'affaires, de la culture, de l'éducation; du tourisme, de l'énergie, de la santé, du transport et de la gestion des ressources naturelles;
- L'information et les connaissances seront diffusées et utilisées par le milieu d'affaires, le public pris au sens large et les groupes défavorisés tels que les

femmes et les pauvres en particulier, pour faire des choix rationnels dans l'économie (libre entreprise) et pour que tous les groupes exercent leurs droits démocratiques et humains (liberté de parole et liberté d'expression culturelle et religieuse).

Le NEPAD

Le cadre des TIC du NEPAD a noté que «les objectifs consistant à réaliser un Marché commun et une Union Africaine peuvent énormément bénéficier de la révolution des technologies de l'information. Outre la promotion des échanges intra-régionaux, l'utilisation des TIC peut également accélérer l'intégration africaine dans l'économie mondiale. L'usage intensif des TIC peut offrir des avantages comparés sans précédent au continent. Selon le cadre du NEPAD les TIC peuvent entre autres:

- Imprimer une impulsion au processus de démocratisation et de bonne gouvernance;
- Faciliter l'intégration africaine dans la nouvelle société de l'information;
- Les complémentarités existantes peuvent être mieux utilisées pour dispenser une formation permettant de produire une masse critique de professionnels des TIC;
- Dans le domaine de la recherche, nous pourrions établir des programmes africains de même que des programmes d'échanges technologiques susceptibles de répondre aux besoins spécifiques du continent, avec une attention particulière à la lutte contre l'analphabétisme;
- Les TIC peuvent être utilisées pour identifier et exploiter les opportunités de commerce, d'investissements et de finances;
- Elles peuvent être utilisées pour l'éducation régionale à distance et les programmes d'éducation médicale, en vue d'améliorer la situation dans les secteurs de la santé et de l'enseignement;
- Dans la gestion des conflits et le contrôle des pandémies, les TIC pourront aider à l'organisation d'un mécanisme d'alerte rapide en fournissant les outils permettant de faire un suivi constant des foyers de tension»

A cet égard les objectifs de la composante TIC NEPAD sont:

- D'augmenter la télé-densité à un niveau adéquat d'accès pour les ménages;
- De réduire les coûts et améliorer la fiabilité des services;
- D'atteindre un certain niveau de préparation à l'électronique dans tous les pays africains;
- De développer et de produire un réservoir de jeunes et d'étudiants initiés à la TIC, d'où l'Afrique peut obtenir des ingénieurs, des programmeurs en TIC et des spécialistes de logiciels;
- De développer des logiciels à contenu local fondés particulièrement sur le patrimoine culturel africain.

Le WSIS

La première phase du WSIS tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003 a abouti à une Déclaration de principe et à un Plan d'action pour l'édification d'une société de l'information inclusive. La vision commune était celle «d'un désir et d'un engagement commun d'édifier une société de l'information axée sur le peuple, inclusive et orientée vers le développement, où tout le monde peut créer, avoir accès, utiliser et partager l'information et les connaissances permettant aux personnes, aux communautés et aux populations de réaliser pleinement leurs potentiels de promotion du développement et d'amélioration de leur qualité de vie, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations unies, et dans le respect et le maintien de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme»

La Déclaration stipule également que la Société de l'Information doit être une société inclusive, où tout un chacun peut bénéficier des opportunités offertes par les TIC. Tous les intéressés doivent donc travailler ensemble pour:

- Améliorer l'accès à l'infrastructure et aux technologies de l'information et des communications ainsi qu'à
- L'informations et aux connaissances;
- Renforcer les capacités;
- Augmenter la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;
- Créer un environnement favorable à tous les niveaux;
- Développer le champ d'application des TIC, promouvoir et respecter la diversité culturelle, reconnaître le rôle des médias;
- Prendre en considération les dimensions éthiques de la société de l'information; et
- Encourager la coopération internationale et régionale,

La Déclaration engage tout le monde à évoluer vers une société de l'information pour tous, fondée sur le partage des connaissances en resserrant la coopération dans la recherche de réponses communes aux défis et à la mise en œuvre du Plan d'action qui réalisera la vision d'une société de l'information inclusive fondée sur les principes clés inscrits dans la Déclaration.

IV-Les Engagements d'Acra pour Tunis 2005.

Principes généraux.

La seconde Conférence préparatoire régionale africaine du WSIS a adopté un certain nombre de résolutions sur les grands sujets de préoccupation de l'Afrique dans le processus du WSIS et des questions de TIC en général.

Le document principal qui en découle, «les Engagements d'Accra pour Tunis 2005», constitue la position africaine et la contribution à la phase du WSIS de Tunis. Les résultats ont été utilisés par le Groupe africain au second comité préparatoire (prépcom-2) du WSIS, qui s'était réuni à Genève du 15-27 février dernier. A Accra, «La communauté de la Société africaine de l'Information est parvenue à un accord sur les principes généraux suivants:

- Edifier une Société de l'Information doit inclure tous les intéressés y compris le gouvernement de même que le secteur privé, la société civile ainsi que les Nations unies et d'autres organisations régionales et internationales.
- Edifier une Société de l'Information et du partage des connaissances contribuera à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en vue d'améliorer la qualité de vie et d'éliminer la pauvreté en créant des opportunités d'accès, d'utilisation et de partage de l'information et du savoir.
- La communauté internationale va s'attaquer à l'édification de la société de l'information sur la base des engagements pris pour écarter les obstacles dans l'effort déployé pour combler la fracture numérique.
- Edifier une société de l'information inclusive exige l'utilisation des langues parlées par les populations concernées.»

Aspects opérationnels

Les aspects opérationnels des engagements d'Acra peuvent se résumer comme suit:

- Elaboration de Stratégies électroniques
- Indicateurs pour évaluer la mise en œuvre du SI
- Création d'un environnement favorable au partenariat
- Adaptation de la gouvernance Internet aux besoins du SI
- Mobilisation des ressources
- Coopération Internationale.

V-Rôle des parties prenantes.

Dans une société de l'information incluant tout le monde, chaque catégorie sociale à un rôle spécifique à jouer et des responsabilités à assumer. Les principaux intéressés vont du gouvernement à la société civile en passant par le secteur privé, les partenaires bilatéraux et la communauté internationale. Comme l'a indiqué le Plan d'action du Sommet mondial de la société de l'information, les divers rôles de l'Initiative de la Société africaine de l'Information (AISI) sont:

Rôle du Gouvernement

Les gouvernements ont un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies électroniques générales, portées sur l'avenir et viables. Il leur faut créer un environnement politique, juridique et régulateur digne de confiance, transparent et non discriminatoire. A cet égard ils sont tenus de promouvoir des politiques d'appui, à transparente, en faveur de la concurrence et prévisibles tenant compte de la nécessité de soutenir un environnement favorable et compétitif pour les investissements dans l'infrastructure des TIC et pour le développement de nouveaux services permettant de faciliter l'accès de la population toute entière. Dans ce contexte les gouvernements doivent fournir un accès adéquat, au moyen de diverses ressources de communication, l'Internet notamment, à l'information publique, non sans prendre en considération la

nécessité de mettre en vigueur une législation concernant l'accès et la préservation des données publiques, en particulier au moyen de technologies nouvelles.

Rôle du Secteur privé

Le secteur privé a effectivement un rôle à jouer dans le développement de la société africaine de l'information. Il est impératif de mettre en place en Afrique une masse critique d'entreprises capables de soutenir le développement et l'utilisation de l'infrastructure de l'information. La politique publique, de concert avec les initiatives privées doivent travailler ensemble pour réaliser une société inclusive de l'information en Afrique. En vue de soutenir une participation accrue du secteur privé, les gouvernements doivent faciliter les investissements et promouvoir les partenariats publiques-privés. Puisque les petites, les moyennes et les micro-entreprises (PMME) jouent un rôle important dans le développement et l'utilisation des TIC dans de nombreux pays, les obstacles qui empêchent ces compagnies de participer pleinement au développement de la société de l'information devraient être surmontés par le renforcement des capacités, le groupement d'entreprises et l'accès aux capitaux et aux marchés aux niveaux régional et national.

Rôle de la Société civile.

Les ONG et la société civile doivent être considérées comme décisives pour le développement de la société de l'information de par leur action d'agents de change. Avec leur bonne compréhension des communautés et des groupes, les organisations de société civile peuvent augmenter de façon considérable l'impact des initiatives gouvernementales sur la population. Elles doivent servir d'interface entre donateurs, gouvernements, et citoyens, pour promouvoir le développement durable en dispensant des stages de formation et en mettant en œuvre des projets d'un bon rapport coût-efficacité. A cet égard la participation de la société civile à la société de l'information est vitale pour la promotion d'un développement durable et équilibré, pour un développement humain équitable, durable, intégré, incluant toutes les catégories sociales, réceptif au genre, participative, axé sur le peuple et afro-centré. Elle peut influencer la politique et assurer que les stratégies et plans permettent le développement et la formation d'une société de l'information basée sur la justice sociale et le développement humain.

Rôle des Parlements

Les récentes évolutions intervenues dans le domaine de l'information exigent l'implication de dirigeants élus par le peuple, les membres des parlements en particulier, dans le développement de la société de l'information. Lorsque la démocratie, la gouvernance et le scrutin commencent à prendre forme, il est indispensable de souligner la responsabilité institutionnelle des parlements dans l'édification de la société de l'information par des lois et des règlements portés sur l'avenir. Les parlementaires, en tant que représentants élus, ont la responsabilité d'apporter une direction à leurs circonscriptions respectives dans tous les domaines, y compris dans le domaine lié à la société de l'information en Afrique.

Rôle des Universités

La capacité d'un pays de développer une société de l'information dépend de la capacité de la société d'apprendre, d'assimiler et de traiter une information complexe. Ce qui, selon Manuel Castells, «commence par le système d'enseignement de la base au sommet, du primaire à l'Université». Ce qui souligne le rôle de premier plan que les universités et les autres institutions d'enseignement supérieur doivent jouer dans la société de l'information alors qu'elles se repositionnent pour faire face aux défis de la globalisation et de l'ère de l'information. Les communautés universitaires à travers le monde ont fait partie de la force motrice qui a créé la société de l'information, y compris celle de fer de lance du leadership intellectuel par le biais d'une série d'activités de renforcement du savoir. Elles constituent un immense réservoir d'expertise susceptible d'apporter une assistance vitale en travaillant avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile, dans un monde de plus en plus mondialisé et complexe.

Rôle des Médias

Aborder le rôle des TIC dans la marche du développement africain exige que la société ait une meilleure compréhension des nouveaux moyens d'interaction offerts par l'infrastructure mondiale de l'information. En outre, les capacités africaines d'analyser, d'évaluer et de créer une plus grande prise de conscience doivent s'intensifier si le continent doit devenir un participant actif de la société mondiale de l'information. En plus d'être des moyens indispensables pour la diffusion de l'information, les médias jouent un rôle déterminant en Afrique comme outils de sensibilisation sur l'importance et les avantages de la révolution de l'information. Journaux, radios, et télévisions fournissent un moyen facilement accessible et peu coûteux d'apporter l'information à leur audience. Les communautés africaines n'ont pas à attendre l'Internet pour recevoir une grande partie des informations qu'il véhicule. Les médias peuvent avoir accès aux nombreuses sources existantes d'information et fournissent de vastes canaux de communications aux pauvres ainsi qu'aux zones reculées.

Rôle des Organisations internationales

La mise en place d'une société de l'information exige souvent une coopération entre pays et la communauté internationale, en termes d'expertises dans l'élaboration de programmes et projets ainsi que de financement. A cet égard la communauté internationale, et en particulier les agences des Nations unies et les Institutions financières internationales, la CEA, ainsi que la Banque mondiale notamment, ont un rôle important à jouer dans l'application du Plan d'action régional africain. Un autre rôle important de la communauté internationale consiste à soutenir la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en considérant que les TIC représentent un facteur vital dans la réalisation de ces objectifs, il est très important de suivre de près l'utilisation des TIC pour réaliser les OMD et pour diffuser largement les leçons ainsi tirées et les meilleures pratiques.

Considérations spéciales en faveur des handicapés.

Avec les progrès des TIC, on peut vivre dans le village mondial en faisant abstraction des distances, des frontières nationales et internationales ainsi que de l'infirmité.

Les TIC comprennent des technologies qui peuvent traiter différentes sortes d'information (voix, vidéos, textes, données) et faciliter différentes formes de communication entre les êtres humains, y compris les personnes handicapées. Partant, l'avènement des TIC rassemblent toutes les populations du monde et leur fournit un accès rapide au savoir et à ses avantages.

Les handicapés font partie de la société et constituent un nombre important de la population africaine. Cette catégorie de notre population est encore considérée comme un fardeau au sein de la famille et de la communauté.

Si nous ne sommes pas en mesure d'intégrer les handicapés dans le processus de développement africain, notre développement s'en trouvera retardé. Les TIC sont l'une des plus importantes et plus vitales interventions sur le terrain, grâce auxquelles les personnes infirmes peuvent être intégrées avec succès dans les différentes avenues du développement. Car une telle accessibilité des handicapés aux TIC peut être énormément avantageuse pour les personnes handicapées de même que pour la communauté.

VI-L'Economie africaine du Savoir

Vision

L'Afrique est appelée à s'intégrer davantage dans l'économie mondiale, ce qui est de plus en plus une économie de savoir. Bâtir l'économie du savoir est par conséquent un défi majeur pour l'Afrique sur le chemin de la Société de l'information. Dans ce cadre, la vision africaine doit faire appel à un effort collectif pour créer l'information et permettre à la communauté africaine de:

1. Faire usage de l'information pour accélérer le développement, inciter à la bonne gouvernance et promouvoir la stabilité.
2. Apporter le bien être et créer des emplois, réduire la pauvreté et responsabiliser les groupes défavorisés.
3. Augmenter le capital naturel et les capacités humaines de la région et minimiser les inégalités internes, et
4. Tirer davantage profit de l'information en devenant partie intégrante de la société mondiale de l'information

Pour réaliser cette vision et créer une société de l'information, la communauté africaine a besoin de développer et de mettre en œuvre des politiques régionales qui:

- Créent la société de l'information, en faisant de l'information, des communications et des technologies sous-jacentes l'axe central du développement de la région;

- Créent la SI en faisant connaître l'information, les communications et les technologies sous-jacentes, disponibles et accessibles au public sans distinction de sexe, d'âge, de religion, de statut financier, de lieu et de race;
- Instituent le secteur de l'Information et des communications, et font valoir la croissance et l'emploi dans ce domaine;
- Assurent la prise de conscience par les gouvernements et l'utilisation des TIC à tous les niveaux pour promouvoir l'efficacité et la transparence pour offrir des services d'information d'un bon rapport coût-efficacité et basés sur les TIC aux citoyens ;

Signification pour l'Afrique

Les Etats africains se trouvent à différents stades de développement des TIC et d'économie. Cette diversité se reflète dans les disparités évidentes dans l'utilisation du téléphone, de l'ordinateur et de connexion Internet. Il faut reconnaître que la technologie est de moins en moins chère et que les prix ne font que baisser, améliorant ainsi l'accès et la rendant abordable.

Cependant les préoccupations quant aux différences de disponibilité ne doivent pas distraire le continent du fait que l'Afrique a fait des incursions considérables, et a réalisé plus de succès que prévu. A titre d'exemple, la première réunion du Forum de Développement africain (FDA 99) organisé par la CEA en octobre 1999 a souligné que «l'infrastructure africaine n'est pas suffisamment favorable au commerce électronique, principalement parce que l'infrastructure physique est insuffisante, l'infrastructure de transaction électronique est déficiente, le cadre juridique et régulateur reste inadéquat; l'environnement africain du commerce est peu viable parce que le niveau de sensibilisation aux échanges n'est pas assez élevé. Il faut former les entrepreneurs africains dans l'utilisation de l'Internet pour les affaires et les professionnels africains de soutien à Internet doivent suivre une formation leur permettant d'apporter leur soutien aux entreprises orientées vers le commerce électronique».

De nos jours, la situation est différente. En Afrique la prise de conscience de l'importance de l'économie électronique est très répandue, une direction a été créée, de même que la quadrature concernant les aspects régulateurs, juridiques, économiques et politiques a été mise en place dans de nombreux Etats. Le résultat est stupéfiant. La progression à partir des lignes téléphoniques fixes au téléphone portable a connu une expansion rapide dans le commerce d'appareils électroniques. Le secteur du téléphone cellulaire est en passe de devenir une histoire à succès en Afrique. Le continent a vu l'émergence de 13 millions de nouveaux abonnés au portable, un chiffre équivalant au nombre total d'abonnés aux appareils téléphoniques (fixes et portables) en 1995.

Les lignes et les marchés du portable en Afrique ont enregistré la croissance la plus rapide que toute autre région au cours des 5 dernières années.

A la fin de 2003, le nombre total des abonnés au téléphone cellulaire atteignait presque 52 millions et l'accès au portable s'élevait à 6,2 pour 100 habitants - le double du taux

enregistré par le téléphone fixe. Le secteur des communications africaines de téléphones cellulaires se porte également bien sur le plan financier. En 2003, il a dépassé le cap des 10 milliards de dollars E.U, avec des bénéfices estimés à plus de 1 milliard de dollars E.U. Cette richesse s'étend à d'autres parties prenantes tels que les gouvernements qui ont récoltés plus de 4 milliards de dollars en redevance de licences, et les fabricants d'équipement qui, eux ont obtenu des contrats de plus de 5 milliards de dollars E.U en Afrique depuis l'an 2000.

Grâce au développement de l'infrastructure des TIC et de pair avec le reste du monde, le commerce électronique évolue rapidement dans des domaines tels que le marketing, les matières premières, le gouvernement, le développement, la santé, l'éducation, les bibliothèques, les assurances électroniques, etc. Ces éléments de commerce électronique ne représentent qu'une fraction de tous les éventails de possibilité qu'il peut offrir.

Bien que l'incidence des TIC et du commerce électronique soient évidentes, en particulier pour l'allègement de la pauvreté, il reste encore à le démontrer. Des études sur l'impact social doivent être effectuées et des indicateurs fiables doivent être mis au point afin de fournir les informations qui serviront de fondement au futur cadre politique.

Le contexte du commerce électronique est donc mieux développé que lorsque le FDA99 s'était réuni il y a 6 ans et un consensus sur le fait que les TIC et le commerce électronique sont devenus des facteurs majeurs de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté a été largement atteint en Afrique. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'inclure pleinement l'Afrique dans l'économie du savoir au moyen de l'intégration des TIC dans la philosophie du développement, y compris la mise en œuvre des OMD.

Cela peut être fait grâce au caractère intégrant des TIC et de leurs capacités de créer des liens et des synergies entre tous les secteurs de l'économie.

En outre, au regard de la région en tant qu'entité unique, on constate des potentiels de coopération dans les domaines législatifs, économique et technologique pour parvenir à l'intégration régionale. Une Intégration tant désirée est réalisable de plusieurs façons, allant du travail en collaboration, en favorisant l'intégration et en ouvrant les marchés pour aboutir à l'intégration fondée sur le partenariat. L'intégration régionale est considérée comme une condition indispensable à la réduction des coûts de service des TIC. Un tel but pourrait être atteint, soit par la restructuration du trafic appel/ données, soit par un meilleur statut préférentiel pour l'acquisition du matériel et de l'équipement sur le marché extérieur, soit enfin par l'échange d'expertise disponible dans la région au lieu de recourir à l'importation.

La communauté Africaine s'appuiera sur les ressources existantes, réduisant ainsi les coûts d'exploitation des réseaux et des applications ainsi qu'en diminuant le temps de la mise en œuvre de l'infrastructure et de l'info-structure africaine tout en démocratisant l'accès aux avantages des TIC.

VII-Cadre d'un Plan d'Action Régional Africain Sur l'Economie du Savoir

Tableau des principaux domaines du cadre.

les principaux engagements d'Accra	Principes d'action
Environnement propice	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des mécanismes de coordination régionale et sous régionale - Créer un cadre juridique/régulateur pour le développement des TIC en Afrique.
Infrastructure et accès	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des piliers des Télécommunications - Développement des points d'échange - Elargissement de l'infrastructure, au milieu rural en particulier - Mise en place d'un contexte politique et régulateur propice - Création de services d'accès universel
e-Stratégies et politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les plans NICI et leurs liens avec les OMD et les DSRP - Elaborer/mettre en œuvre des stratégies sectorielles: e-éducation, e-Gouvernement, e-santé, e-tourisme, e-commerce, etc. - Elaborer/mettre en œuvre des stratégies sous-régionales - Approches et méthodologies sous-régionales pour piloter le processus de développement des TIC
	-
Indicateurs de la Société de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un cadre homogène pour les pays, évaluation du niveau de préparation à l'électronique - Collecte d'indicateur de la Société de l'information pour mesurer la pénétration, le déploiement et l'impact des TIC qui seront utilisés comme intrant dans le processus d'élaboration des Stratégies électroniques - Collecte d'indicateurs sur la mise en œuvre du WSIS
Renforcement de capacité	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaine pour KE - Institutions de formation et réseaux - Matériel de formation - Généralisation des Technologies de l'Information dans les écoles/universités
Recherche et Développement	<ul style="list-style-type: none"> - Partenariats entre les universités/organisations internationales / secteur privé, etc. - Réseau africain d'information pour la recherche - Subventions et soutiens - Sous-traitance Sud/Sud et Nord/Sud - Innovation et recherche technologique - Logiciel à sources ouvertes à tous
Gouvernance	- Instances régionales et sous régionales de gouvernance

Internet	(Approche hiérarchique ascendante) <ul style="list-style-type: none"> - Cadre juridique pour le e-commerce - Transaction et sécurité numériques - Spam - Points d'échange Internet - AfriNic et autres Réseaux - Gestion de CCTLDs
	Partenariat multipartites prenantes
Les femmes et la Société de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Les mécanismes nationaux utilisant les TIC pour autonomiser les femmes - Engagement dans la e-planification et la mise en œuvre ainsi que dans les activités sectorielles, en particulier les PMME
Parlementaires	Plan d'action du Réseau Africa TIC4-D MPs
Les jeunes	Plan d'action du Réseau TIC4-D Youth Network
Les médias	Plans de sensibilisation à un niveau local, national, sous-régional et régional
La mobilisation de la Diaspora numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Changer la fracture numérique en une opportunité numérique - Construire une plate-forme qui vise à utiliser les TIC pour le développement de l'Afrique
Les langues africaines	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre en place des politiques et des stratégies pour promouvoir les langues africaines dans l'espace cyber - Promouvoir la recherche et le développement des langues africaines dans l'espace cyber - Mettre en place un vaste programme de renforcement de capacité des langues africaines dans l'espace cyber
Les handicapés	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre au point des solutions innovatrices - Promouvoir et encourager l'inclusion/l'engagement des handicapés dans le développement de la Société d'information - Construire des centres des TIC équipées d'installations convenables - Elaborer des programmes accélérés
Mobilisation de ressources et partenariat	<ul style="list-style-type: none"> - Conférences de mobilisation de ressources - Préparation de proposition de projet pour les partenaires bilatéraux et internationaux - Projets pour le fonds de solidarité numérique - Création d'institutions de financement spécialisées et engagées

Matrice des domaines clés du cadre: Nuancer les axes d'intervention

1 – ENVIRONNEMENT PROPICE					
Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Mettre en place un cadre juridique/régulateur du développement	1. Encourager l'élaboration d'instruments juridiques/régulateurs	2006 – 2008	Agence régulatrice nationale, Gouvernement, et autres parties prenantes, y	- Lois nationales/régionales - Mise en œuvre et application	- Marchés compétitifs - Croissance économique

des TIC en Afrique	nationaux 2. Harmoniser les cadres nationaux/sous-régionaux en vue d'un instrument continental	2006 – 2010	compris les Partenaires au développement Associations sous-régionales (TRASA, WATRA, AFRALTI, COMESA, etc.), Etats membres, UA (NEPAD), UTA, BAD, CEA	Principe directeur modèle	Intégration régionale et commerce transfrontalier
2. créer un organe régional de coordination	1. Création de l'organe de coordination régional à partir des associations sous-régionales 2. Elaborer des principes directeurs de travail pour l'organe	2008 – 2010 2008	Associations sous-régionales Associations sous-régionales, UAT, CEA, UIT	Le Comité est opérationnel Principes directeurs de travail, Instruments d'adjudication	- Concurrence loyale - Terrain neutre - Augmentation de l'investissement - Sécurité - Développement de la économie

2 - INFRASTRUCTURE ET ACCES

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Développer une ossature de communications à large bande	1. Développement d'une infrastructure fiable et abordable avec redondance	2006 – 2015	Etats membres, UA, NEPAD, UAT, Télécommunications, Institutions financières, organes postaux, régulateurs, Stations radio, organisations régionales	Lancement du réseau –terrestre et satellite Connexions inter-pays Télé-densité accrue et accès aux Services de diffusion	-Augmentation du volume de communications intra et inter -Meilleur temps de disponibilité des réseaux -Diminution des coûts de communications -Meilleure intégration régionale
2. Développer l'infrastructure pour atteindre les régions insuffisamment servies	1. Créer un fonds universel de service 2. Mettre en place des lois appropriées et un cadre régulateur 3. Incitation pour le secteur privé	2006 – 2010	Tous ceux qui sont cités ci-dessus sauf le NEPAD et l'UAT	Télé-densité accrue et accès aux services de diffusion	-Augmentation du volume de communications intra et inter -Réduction du coût des communications - Contribuer à la réduction de pauvreté
3 Garantir un réseau électrique transfrontalier fiable	1. Développement d'un réseau électrique fiable, abordable et intégré	2006 – 2015	Etats membres, Compagnies d'électricité, Organisations financières, CER	Existence de réseaux	- Temps de disponibilité amélioré - Source d'énergie abordable - Accès amélioré

4. Structurer l'Internet africain	<ol style="list-style-type: none"> 1. Trouver une alternative pour les structures de réseau Internet sous-régionales africaines 2. Trouver des alternatives pour les points d'échange 3. Accroître l'accès aux sites web africains 4. Promouvoir les capacités et les compétences africaines 	2006 – 2010	Etats membres, UA, AFRINIC, UAT, CEA, NEPAD, Opérateurs Internet, CER		<ul style="list-style-type: none"> -Augmentation du trafic inter-régional - Croissance économique
5. Mettre en place les lois, les politiques et les réglementations pour les TIC		2006 -2010	Etats membres, Régulateurs, AU, NEPAD, UTA, CEA, CER	<ul style="list-style-type: none"> -Compatibilité des réseaux -Coopération renforcée 	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements accrus - Service au public amélioré
6. Améliorer l'accès/service universel	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une politique d'accès/service universel 2. Elaborer des stratégies de mise en œuvre pour un accès/service durable 3. Encourager la participation communautaire 4. Promouvoir la création de centres polyvalents 	2006 – 2010	Etats membres, Société civile, UA, NEPAD, CEA, Secteur privé, Régulateurs	<ul style="list-style-type: none"> -Télé-densité accrue -Accès aux services de diffusion accru 	<ul style="list-style-type: none"> -Prestation de services électroniques améliorée - Meilleure qualité de vie
3 – STRATEGIES ELECTRONIQUES ET POLITIQUES					
Objectifs	Actions Stratégiques	Calen-drier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Elaboration des plans de l'infrastructure	1. Instituer le Leadership politique	2006 - 2010	UA, CEA, NEPAD, CER, Organes de l'ONU, Etats	- Nombre de pays avec une stratégie électronique	- Contexte propice amélioré pour la mise en œuvre de la politique

<p>nationale d'information et de communications (NICI)</p>	<p>2. créer des partenariats</p> <p>3. Mettre en place les structures pour faciliter le processus NICI</p> <p>4. Effectuer une étude de référence</p> <p>5. Elaborer un cadre de politique</p> <p>6. Elaborer la politique, les stratégies et les plans</p> <p>7. Valider les politiques avec les parties prenantes</p> <p>8. Mettre en œuvre la politique</p> <p>9. Sensibiliser les parties prenantes</p>		<p>membres, BAD, partenaires internationaux</p>	<p>- Nombre de pays avec un cadre juridique</p> <p>- Nombre de pays avec une politique mise en œuvre</p> <p>- Niveau de préparation à l'électronique des pays</p>	<p>- Amélioration en matière de réalisation des objectifs des OMD/DSRP</p> <p>- Société de l'information et du savoir développé</p>
<p>2. Elaboration et mise en œuvre de stratégies sectorielles</p>	<p>1. Créer des équipes sectorielles pour la mise en œuvre des stratégies de TIC</p> <p>2. Elaborer des stratégies sectorielles (Exemple: e-santé, e-commerce, e-éducation, e-agriculture etc.)</p>	<p>2006 - 2010</p>	<p>UA, CEA, NEPAD, CER, Organes de l'ONU, Etats membres, BAD, partenaires internationaux</p>	<p>- Nombre d'équipes sectorielles créées</p> <p>- Nombre de stratégies électroniques sectorielles élaborées</p>	<p>- Renforcer le processus de mise en œuvre de politique intégrée</p> <p>- Améliorer les liens aux niveaux sectoriel, national et régional</p> <p>- Davantage d'amélioration en réalisant les objectifs des OMD/DSRP</p> <p>- Accent sectoriel sur la réalisation des objectifs des OMD/DRSP</p>
<p>3. Elaboration et mise en œuvre de stratégies sous-régionales</p>	<p>1. Créer des équipes de coordination régionale et sous-régionale</p> <p>2. Elaborer un cadre d'harmonisation des stratégies électroniques régionales et sous-régionales</p> <p>3. Elaborer des stratégies-électroniques régionales harmonisées</p> <p>4. Coordonner la</p>	<p>2006 -2010</p>	<p>UA, CEA, NEPAD, CER, Organes de l'ONU, Etats membres, BAD, partenaires internationaux</p>	<p>- Nbre d'équipes régionales créées</p> <p>- Nbre de stratégies électroniques régionales élaborées</p> <p>- Cadre institutionnel régional mis en place</p>	<p>- Renforcer l'intégration régionale</p> <p>- Société de l'information développée</p>

	mise en œuvre des stratégies e-régionales				
4. Mise en place d'observatoires régionaux et sous-régionaux en ligne des TIC	1. Elaboration de modèles et de plan d'activités 2. Mise en œuvre 3. Clonage	2006-2009	UA, CEA – BAD – Etats membres – organes de l'ONU – NEPAD -	-Disponibilité du contenu -outils de gestion	- Améliorer la surveillance des TIC - Echange d'Informations sur les programmes/projets africains - permettre la Gouvernance TIC - Améliorer le processus de planification - Faciliter l'accès au indicateurs et statistiques sur les TIC - Partager le contenu de la valeur ajoutée - Améliorer la prise de décision

4 – INDICATEURS DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu	
1. Collecte d'indicateurs de la société d'information pour mesurer la pénétration, le déploiement et l'impact des TIC	1. Mise au point d'un canevas méthodologique pour l'identification et la collecte d'indicateurs convenables de la société d'information	2005-2006	Partenariat pour la mesure de l'information (UIT, Commissions régionales de l'ONU, OCDE, UNCTAD, UNESCO), CER, offices nationaux des statistiques (ONS), Institutions de recherche et de statistiques, Agences régulatrices, Ministères	- Disponibilité du canevas méthodologique harmonisé pour les indicateurs de la société d'information	- Faciliter la mesure du développement et de l'impact des indicateurs de la société d'information - Augmentation de l'investissement dans l'équipement, les applications et les activités de TIC	
	2. Adaptation du canevas méthodologique proposé pour remplir les conditions, les exigences nationales spécifiques, et qui tiennent compte du degré de développement socio-économique et des TIC de la nation	2005 -2006	Idem à ci-dessus			
	3. Application du canevas méthodologique par les Etats membres	2005 -2015	Idem à ci-dessus		- Nombre de pays africains engagés dans la collecte	

	pour mesurer leur pénétration, déploiement et impact des TIC			d'indicateurs de la société de l'information et mesurant l'impact de la société d'information	
2. Collecte d'indicateurs de mise en œuvre du WSIS	1. Mise au point d'un canevas méthodologique pour l'identification et la collecte d'indicateurs convenables de mise en œuvre du WSISD	2005	UA, Partenariat pour la mesure d'Information (UIT, Commissions régionales de l'ONU, OCDE, UNCTAD, UNESCO), CER, ONS, Instituts de Recherche et de Statistiques, et Agences Régulatrices, Ministères sectoriels	- Disponibilité du canevas méthodologique pour mesurer la mise en œuvre des décisions du WSIS	Evaluation des avancées vers le développement de la société d'information par divers pays africains
	2. Développement de la capacité des mécanismes et des structures nationales de collecte d'informations	2005-2006	ONS, Instituts de Recherche et de Statistiques, et Agences Régulatrices, Ministères sectoriels	- Nombre de pays africains engagés dans le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action du WSIS	
	Adaptation et application de la méthodologie proposée aux exigences et conditions spécifiques nationales	2005-2015	ONS, Instituts de Recherche et de Statistiques, et Agences Régulatrices, Ministères sectoriels		

5 – RENFORCEMENT DE CAPACITE

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Développer la capacité individuelle - pour utiliser les TIC pour extraire, utiliser, stocker et diffuser l'information - au niveau de l'éducation technique - au niveau de l'éducation professionnelle	1. Evaluation des besoins 2. Utilisation des TIC dans l'enseignement de base, exemple e-Ecole du NEPAD 3. développement des compétences d'entreprise autour du secteur des TIC 4. Formation numérique pour divers niveaux	2005-2010	UA, NEPAD, Agences de l'ONU, Etats membres, BAD, CEA, RECTAS, RCMRD, Organisations régionales et internationales	- Nombre d'écoles connectées par an - Nombre de personnes formées sur l'utilisation des TIC	- Connaissances numériques - Participation à l'économie du savoir
	5. Lancer l'opération "1 Ecole / 1 PC" Opération	2006-2008	UA, NEPAD, CEA, UIT, PNUD, Consortium d'organisations internationales avec le secteur privé et les opérateurs des Télécom	Disponibilité des ordinateurs dans chaque école	- Sensibilisation des jeunes et des enseignants - Préparation des générations suivantes - Effet «d'avalanche»
2. Développer la capacité	1. Développer/adapter	2005-2015	UA, CEA, PNUD, Autres agences de	Adapter les Indicateurs de	Organisations efficaces

organisationnelle - pour accomplir efficacement le mandat des institutions - pour organiser et développer l'organisation - pour re-concevoir	des outils pour l'audit organisationnel 2.Elaborer des plans stratégiques 3.Mettre en œuvre, faire le suivi et l'évaluation des plans stratégiques		l'ONU, Partenaires locaux, Société civile, CER	développement de capacité du PNUD	
3. Développer les capacités institutionnelles: - pour formuler et exécuter les politiques - pour coordonner les actions entre agences	1. Elaborer un cadre politique 2. Sensibiliser		UA, PNUD, CEA, Autres agences de l'ONU, Partenaires locaux, Société civile, CER		Institutions solides
4. Renforcement de capacité au niveau des communautés locales	Créer des partenariats avec les communautés locales	2006-2010	Etats membres, Partenaires au développement, Secteur privé	- Accès universel -Disponibilité de centre de télécom et d'autres ressources en TIC	Participation des communautés Locales à la société du savoir pour récolter les bénéfices

6 – RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Objectifs	Actions Stratégiques	Calen-drier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1.Création de centres d'excellence sous régionaux de R et D des TIC	1. Identifier les pays hôte et l'institution hôte 2. Identifier les domaines spécifiques d'application	2005-2010	Etats membres, UA, NEPAD, UIT, UAT, BAD, Institutions universitaires et de recherche, Secteur privé,	-Nombre de centres créés, -Domaines spécifiques couverts -Publications et brevets produits	- Main d'œuvre qualifiée en TICQ - Capacité d'innovation - Production d'ordinateur et de logiciels en Afrique pour subvenir à des besoins spécifiques
2. Création de centre d'incubation de TIC dans chaque sous-région	Identifier les domaines en se basant sur la demande	2005-2010	Etats membres, UA, NEPAD, UIT, Secteur privé, Institutions de recherche et développement, Agences de l'ONU	-Nombre d'incubateurs de TIC créés -Nombre de PME créés -Logiciel et ordinateurs ainsi que les services offerts par les PME nouvellement créées	- augmentation du nombre de compagnies de TIC - Réduction de produits de TIC importés - Diminution du prix d'accès aux produits de TIC
3. Créer un fonds pour promouvoir la R et D	1. Créer un partenariat pour la promotion 2. Mobiliser des fonds 3. Définir un mécanisme d'accès aux fonds	2005-2007	Etats membres, UA, NEPAD, UIT, CEA, Secteur privé, BAD, Institutions de Recherche et Développement, Organisations internationales	-Le fonds est créé -Les Contributeurs ont convenu de participer au fonds	- Augmentation du nombre d'activités de recherche - Augmentation du nombre d'incubateurs et de bénéficiaires
4. Création de parcs sous-régionaux de sciences et de technologie	1. Identifier les pays hôte et l'institution hôte 2. Définir les	2005-2010	Etats membres, UA, NEPAD, UIT, CEA, Secteur privé, institutions de	-Les parcs des sciences sont créés -Quelques	-quelques compagnies multinationales/internationales s'établissent dans le parc des sciences

	<p>sociétés cibles</p> <p>3. Mobiliser des fonds</p> <p>4. Créer un partenariat pour installer le parc des sciences</p>		<p>recherche et développement, organisations internationales, compagnies multinationales de TIC</p>	<p>compagnies de tic appropriées s'établissent avec un bail</p> <p>- Des mécanismes incitatifs sont mis en place</p>	<p>- Augmentation des compagnies de savoir en TIC</p> <p>- Augmentation du nombre résultats de la recherche appliquée à des besoins spécifiques (développement de produit)</p> <p>- Transfert de technologie</p> <p>- Diminution de la fuite des cerveaux</p>
5. Création de partenariats entre les universités	<p>1. Création de programmes de recherche</p> <p>2. Création de partenariats</p> <p>3. Discussion des domaines de collaboration</p>	2005-2009	UA, CEA, Universités, organisations internationales	<p>-Choix des programmes</p> <p>-Demandes d'utilisant des fonds</p> <p>-Choix des universités</p>	<p>- Faire participer les compétences en projets de recherche</p> <p>- Meilleure valeur ajoutée intellectuelle amenée par les chercheurs africains</p> <p>- Transfert de technologie</p>
6. Création du Réseau africain de recherche sur la Société de l'information (RAR)	Créer des réseaux locaux ou sous-régionaux de R et D	2006-2011	Universités, UA, ECA, Agences de l'ONU, Partenaires internationaux, Etats membres	<p>-Echange d'expériences</p> <p>-Projets communs lancés</p> <p>-Financement Commun sécurisé</p>	<p>- Qualité des parties prenantes</p> <p>- Qualité des ressources humaines</p> <p>- Gestion du contenu</p> <p>- Animation de réseau</p> <p>- Fonds de gestion du réseau</p>
7. Sous-traitance Sud/Sud et Nord/Sud	<p>1. Mettre en place les structures locales de promotion des exportations de produits africains de TIC (Logiciel)</p> <p>2. Créer les structures locales qui servent (tiers de garantie) d'homologues aux partenaires</p> <p>3. Créer un marché des TIC permettant d'utiliser les ressources et les compétences africaines entre les pays</p>	2006	UA, Agences de l'ONU, Commission européenne, Opérateurs, Partenaires internationaux	<p>-Modèles de marketing mis au point</p> <p>-Tiers de garantie installé</p>	<p>- Création d'une industrie africaine</p> <p>- Gain en devise</p> <p>- Augmentation de l'emploi</p>

8. Renforcer les capacités des universités pour permettre une contribution active et significative aux processus politique gouvernemental	1. Organiser des ateliers sous-régionaux pour les institutions universitaires sur les PPP 2. Former les universitaires sur les défis politiques 3. Evaluer la capacité des universités autour des questions de politique sous-régionale et l'élaboration de politiques de stratégies et engager les universités dans l'I4D aux niveaux national, sous régional et mondial 4. Mettre sur pied un centre sous-régional pour alimenter les innovations de l'I4D en Afrique	Juillet 2005 – Juin 2010 (1 ^{ère} phase)	Gouvernements nationaux, UA, NEPAD, CER et les Associations, UIT, UAT	1.Nombre d'ateliers et de participants capables de comprendre, de s'approprier et d'expliquer des enjeux de politique 2.Nombre d'universitaires formé et capable d'appliquer les compétences acquises au niveau national d'une manière effective 3.Résultats de l'évaluation; interprétation et application à des questions politiques et les documents directifs sont disponibles 4. Centre sous-régional pour alimenter les innovations de l'I4D en Afrique mise en place	Increased Academia input in implementing the Information Society
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------

7 – GOUVERNANCE INTERNET

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Elaborer une politique régionale d'Internet	1. Constituer un comité pour évaluer la situation actuelle et élaborer un projet de politique régionale 2. Consolider AfriNic 3. Encourager les Etats membres à créer un organe à plusieurs parties prenantes pour la Gouvernance Internet au niveau national	2005-2007	UA, CEA, PNUD, UIT, UAT, Etats membres, CER, Secteur privé, Organisations internationales, Société civile	-Mémorandum d'entente produit et signé -Organes nationaux créés	Meilleure participation de L'Afrique à la Gouvernance Internet
2. Créer la structure de Gouvernance africaine	1. Effectuer une étude de faisabilité (Aspects organisationnels, technique, institutionnel)	2005-2006	Etats membres, CEA, autres agences de l'ONU, Société civile, Télécom Opérateurs,	Création de la structure Adoption d'un modèle de Gouvernance	Processus de Gouvernance amélioré

<p>3. Créer 5 Structures sous-régionales de gouvernance Internet</p>	<p>2. Mise au point de modèle d'entreprise</p> <p>3. Elaboration d'un plan d'activité</p> <p>4. Sécuriser le financement</p> <p>Même modèle que ci-dessus</p>	<p>2006-2007</p>	<p>ICANN</p> <p>Même modèle que ci-dessus et que les CER</p>		<p>Processus de Gouvernance amélioré</p>
----------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------	--------------------------------------------------------------	--	------------------------------------------

8 – LES FEMMES ET LA SOCIETE DE L'INFORMATION

Objectifs	Actions Stratégiques	Calen-drier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
<p>1. Construire un réseau stable parmi les femmes africaines</p> <p>2. Créer un partenariat actif pour des projets de développement, particulièrement ceux qui traitent du patrimoine culturel</p> <p>3. Faciliter l'accès des femmes aux informations de base et aux informations venant des agences spécialisées de l'Union africaine, de la CEA et des autres agences</p> <p>4. Valoriser, renforcer et diffuser les succès dans le domaine des TIC</p> <p>5. Réhabiliter l'image du continent en général et celle des femmes en particulier</p>	<p>1. établir des points focaux nationaux et sous-régionaux</p> <p>2. Organiser des études et des voyages de loisirs et d'échanges pour permettre aux populations africaines de mieux se connaître et de se comprendre</p> <p>2. Promouvoir les succès pour qu'ils servent de référence aux femmes de par le continent</p> <p>3. Promouvoir la sensibilisation du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour qu'ils participent au soutien à l'accès aux coûts des TIC</p> <p>4. Encourager l'accès des jeunes aux nouveaux emplois de TIC</p> <p>5. Encourager les Associations et les autres structures à</p>	<p>2005 - 2010</p>	<p>UA, CEA, CER</p>	<p>-Nombre de visiteurs du site web</p> <p>-Nombre de points focaux établis aux niveaux national et sous-régional</p> <p>-Enquête sur les personnes intéressées par de nouveaux emplois dans le secteur des TIC</p> <p>-Nombre de projets inspirés des expériences réussies</p> <p>-Inventaire des partenariats créés</p>	<p>Création effective d'une Base de données comprenant les ressources humaines féminines</p> <p>Présence effective des Femmes dans la sphère Politique due à l'emploi des TIC</p> <p>Poids effectif des Femmes dans la sphère de Prise de décision</p> <p>Adoption d'une approche de genre pour un meilleur accès des femmes aux TIC</p> <p>La création d'un Véritable partenariat Hommes/femmes qui Garantit la consolidation l'égalité pour tous</p>

	inclure dans leurs programmes la formation de base des femmes				
--	---------------------------------------------------------------	--	--	--	--

9 – PARLEMENTAIRES

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Créer un Réseau I4D viable, fonctionnel et effectif des Parlementaires africains et des entités sous-régionales	<ol style="list-style-type: none"> Lancer le Réseau Afrique I4D des MP Etablir un accord de pays hôte Mettre en place le cadre administratif Promouvoir un partenariat effectif Créer cinq Réseaux sous-régionaux I4D des MP 	Juin 2005 – juin 2007	UA, Parlement de l'UA, CEA et autres agences de l'ONU, NEPAD, Partenaires internationaux, BAD	<ul style="list-style-type: none"> Réseau Afrique TIC4D MP lancé Facilités administratives mise en places et fonctionnelles Partenariat créé avec diverses institutions Cinq Réseaux sous-régionaux I4D MP créés 	Un réseau de Parlementaires africains effectif et fonctionnel pour I4D créé et qui permettra la participation des Parlementaires à l'économie du savoir
2. Build Institutional and human capacity of African Parliamentarians to enable active and meaningful contribution to government I4D policy processes	<ol style="list-style-type: none"> Organiser cinq ateliers sous-régionaux sur l'information pour le développement pour les parlementaires Promouvoir l'élaboration de la politique et de la stratégie sous-régional de TIC du Parlement Effectuer des recherches globales sur l'engagement des MP dans la construction d'une Société de l'information inclusive en Afrique: exemple des meilleures pratiques 	Juillet 2005 – Juin 2010	Etats membres, UA, NEPAD, CER, Associations des Députés, CEA, UIT, UAT, PNUD	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de participants capables de comprendre, s'approprier et d'expliquer des enjeux politiques Document directif produit et approprié par les parlements en Afrique Résultats de l'évaluation, interprétation et application de la politique I4D des MP 	Contribution accrue des MP à politique I4D au niveau national concernant la législation, un budget suffisant, informations pour toutes les promotions

10 – SOCIETE CIVILE

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Obtenir un engagement durable, fonctionnel et effectif de la Société civile dans la région africaine	<ol style="list-style-type: none"> Etablir un accord Mettre en place le cadre administratif Promouvoir le réseau aux 	Juin 2005 – juin 2007	ACSIS, UA, NEPAD, CEA, Partenaires internationaux, BAD	<ul style="list-style-type: none"> Documents juridiques adoptés Document d'accord du pays hôte signé Facilités administratives mises en place et 	La création d'une Fondation du réseau I4D de la Société civile africaine effective et fonctionnelle

	niveaux local, national, sous-régional et international 4. Promouvoir des partenariats effectifs			fonctionnelles - Fondation enregistrée - Fondation accréditée par les réseaux et organes internationaux 6. Partenariat avec diverses institutions créé	
2. Renforcer les capacités des SC africaines pour permettre une contribution active et significative aux processus de politique gouvernementale	1. Organiser des ateliers sous-régionaux pour les entités de la société civile autour des processus politiques 2. Former les OSC sur les défis politiques 3. Evaluer les capacités des OSC autour d'enjeux politiques sous-régionaux et nationaux et élaborer une politique et des stratégies de participation des OSC au I4D au niveau national, sous-régional et mondial 4. Effectuer des recherches globales sur la création d'une Société de l'information inclusive en Afrique: exemples de meilleures pratiques 5. Introduire des récompenses pour les activités d'I4D 6. Mettre sur pied un centre de formation des OSC	Juillet 2005 – juin 2007 (1 ^{ère} phase)	UA, CEA et autres agences de l'ONU, Etats membres, NEPAD, CER, UIT, UAT	- Nombre de participants capables de comprendre, s'approprier et d'expliquer des enjeux politiques - Nombre d'OSC formé et capable d'appliquer les compétences acquises au niveau national d'une manière effective - Résultats de l'évaluation; interprétation et application à des questions politiques et les documents directifs sont disponibles - Publication sur les conclusions trouvées et utilisées par les OSC - Récompense accordée et activités promues - Centres de formation mis sur pied dans cinq sous-régions africaines et entièrement équipés et opérationnels	Apports de la SC aux processus gouvernementaux accrus
Renforcement de capacités pour la mise en œuvre du Plan d'action du WSIS	5 ateliers sous-régionaux sur la mise en œuvre du WSIS	2006	UA, ACSIS, CEA, Partenaires internationaux, CER	Nombre d'ateliers et de participants capables de comprendre et de s'approprier les questions de mise en œuvre du WSIS	Mise en œuvre du Plan d'action du WSIS
<p>«Nous nous engageons à réaliser notre vision commune de la Société de l'information pour nous-mêmes et pour les générations futures. Nous reconnaissons que <i>les jeunes gens sont la future force de travail et les principaux créateurs et les premiers à avoir adopté les TI</i>»</p>					

Il s'ensuit qu'ils doivent être responsabilisés en tant qu'apprenants, développeurs, contributeurs, entrepreneurs et décideurs. Nous devons nous concentrer tout particulièrement sur les jeunes gens qui n'ont pas encore pu bénéficier pleinement des opportunités qu'offrent les TIC. Nous nous engageons également à assurer que les applications des TIC et l'exploitation des services respectent les droits des enfants ainsi que leur protection et leur bien-être.»

Paragraphe 11 de la Déclaration de principes du WSIS

11 – LES JEUNES

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Assurer une participation meilleure et productive des jeunes au programme africain de Société de l'information	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etablir un accord avec le pays hôte 2. Mettre en place le cadre administratif 3. Promouvoir le réseau au niveau local, national, régional et international 4. Promouvoir des partenariats effectifs 	2006 - 2007	AYIN, UA, NEPAD, CEA et d'autres agences de l'ONU, Partenaires internationaux, ACSIS, UAT, CTO, BAD	<ul style="list-style-type: none"> -Documents juridiques adoptés - Document d'accord du pays hôte signé -Facilités administratives mises en place et fonctionnelles -Fondation accréditée par les réseaux et organes internationaux 6. Partenariat avec diverses institutions créé avec disponibilité des accords contractuels 	La mise en place d'une fondation de réseau TIC4D des jeunes africains effective et fonctionnelle
2. Fournir une référence et du matériel motivant sur les TIC et la possibilité d'emploi des jeunes en Afrique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Obtenir un appui pour le rapport et les processus interconnectés 2. Effectuer une étude de référence 3. Réexaminer les premières conclusions et obtenir l'apport de toutes les parties prenantes 4. Publier le rapport 5. Instaurer une récompense mondiale et cinq sous-régionales des jeunes pour des activités de l'I4D 	2006 - 2007	UA, CEA et d'autres agences de l'ONU, Partenaires internationaux, BAD	<ul style="list-style-type: none"> -Accord avec la CEA sur l'étude et le rapport -Achèvement de l'étude de référence dans au moins 5 pays de chaque sous-région - Rétro information positive des gouvernements, de la société civile, des universités du secteur privé, des médias, des partenaires au développement et des organisations internationales - Rapport publié -Récompense accordée et activités promues 	Rapport sur les meilleures pratiques des jeunes en TIC et sur l'emploi des jeunes
3. Renforcer la capacité des jeunes africains pour une contribution active et significative aux processus gouvernementaux	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les jeunes professionnels des secteurs qui satisfont les besoins de gouvernance 2. Placer les jeunes qualifiés comme stagiaires au sein des agences gouvernementales 	2006 - 2007	UA, CEA, Etats membres, NEPAD, CER, Agences régulatrices, UIT, UAT	<ul style="list-style-type: none"> -Volume et qualité des demandes reçues -Pourcentage de jeunes servant comme stagiaires dans les agences du gouvernement -Preuve que les jeunes stagiaires comprennent les 	Apports accrus Des jeunes aux Processus gouvernementaux

	3. Evaluer la capacité des jeunes autour des processus gouvernementaux 4. Employer les jeunes qualifiés dans les agences appropriées			processus gouvernementaux	
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	---------------------------	--

12 – MEDIAS

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Créer un réseau des médias viable, fonctionnel et effectif pour la promotion de l'information pour le développement en Afrique	1. Organiser le lancement du Réseau I4D des médias	2006-2010	UA, CEA et d'autres agences de l'ONU, Partenaires internationaux, BAD	-Atelier organisé et réseau lancé	Réseau I4D des médias effectif et Fonctionnel lancé sur le continent, organes sous-régionaux nationaux promus bien engagés dans le processus de stratégies électroniques
	2. Se procurer les documents juridiques			-Documents juridiques adoptés	
	3. Etablir un accord avec le pays hôte			-Document d'accord du pays hôte signé	
	4. Mettre en place le cadre administratif			-Facilités administratives mises en place et fonctionnelles	
	5. Enregistrer le réseau			-Réseau enregistré	
	6. Promotion du réseau à un niveau local, national, sous-régional, régional et international			-Réseau accrédité par les réseaux et les organes internationaux	
	7. Accréditation			-Partenariat créé avec diverses institutions	
	8. Promotion de partenariats effectifs			-Cinq réseaux sous-régionaux créés et opérationnels	
	9. mettre sur pied un réseau sous-régional I4D des médias sur le continent			-Réseau de radio communautaire et associations de l'audiovisuel renforcés	

	10. Créer ou renforcer un réseau sous-régional et mondial de radio communautaire et des Associations de l'audiovisuel sur le continent				
2. Renforcer les capacités des médias africains pour permettre une contribution active et significative à la mise en œuvre d'une Société de l'information inclusive	1. Organiser cinq ateliers régionaux pour les médias africains autour des processus de politique	2006-2010	UA, Gouvernements nationaux, NEPAD, CER et Associations, UIT, UAT	1. Nombre d'ateliers et de participants capables de comprendre, de s'approprier et d'expliquer des enjeux politiques	Davantage de professionnels et d'institutions des médias, apport à la construction de la société de l'information inclusive d'Afrique
	2. Former les professionnels des médias sur les défis politiques de l'I4D et sur leurs rôles			2. Nombre de journalistes et de professionnels des médias formés et aptes à appliquer les compétences acquises au niveau national d'une manière effective	
	3. Entreprendre des recherches sur les politiques et les stratégies impliquant les médias dans la construction d'une Société de l'information inclusive en Afrique			3. Résultats de l'évaluation; interprétation et application à des questions politiques et les documents directifs sont disponibles	
	4. Mettre en œuvre ou renforcer les Institutions sous-régionales de formation pour les médias sur l'I4D			4. Institutions de formation renforcée ou mises en œuvre dans cinq régions de l'Afrique	

	<p>5. Renforcer ou créer un centre d'excellence I4D des médias ou une base de données continentale pour assurer l'expertise aux institutions de médias et au professionnel de l'I4D</p> <p>6. Adopter le festival annuel I4D des médias en Afrique</p>			<p>5. Centre d'excellence ou base donnée créé et utilisé par de nombreux professionnels des médias</p> <p>6. Festival organisé chaque année</p>	
3. Partage d'idées, de connaissances	<p>Création de listes de diffusion à un niveau national et régional</p> <p>Créer des outils pour le développement local et la formation/TIC, site web/1^{er} cycle universitaire en ligne</p>	Avril 2005 à décembre 2006	Comme ci-dessus	<p>Beaucoup de journalistes ont dû apprendre le savoir-faire pour les TIC au moyen d'une liste de diffusion et aussi nombre ont beaucoup voyagé pour participer à des ateliers, des conférences, des réunions, etc. de recherche sur les TIC parce qu'ils faisaient partie des listes de diffusion. Ils ont aussi pu prendre conscience de ce qui se passait dans le domaine des TIC dans le monde et ont développé l'intérêt de faire leur reportage à l'aide des TIC. Création de sites web destinés spécifiquement aux journalistes pour contribuer</p>	<p>Sensibilisation</p> <p>Améliorer le taux d'accès des journalistes à l'Internet</p> <p>Améliorer le revenu des journalistes, vu que beaucoup de nouvelles opportunités sont partagées sur les listes de diffusion de nombreux journalistes qui ont relevé le défi</p> <p>Les journalistes apprennent plus d'applications de l'internet parce qu'ils font partie des listes de diffusion</p> <p>Les journalistes apprennent à contribuer aux publications en ligne</p>
4. Faire valoir l'égalité entre les sexes dans les médias africains en	Créer des médias alternatifs pour les femmes	Avril 2005 à décembre 2007	Communauté des Organes régionaux	Les questions des différences entre les sexes auront une plus grande couverture	<p>Souci d'équité</p> <p>Entre les sexes</p> <p>Dans les reportages des</p>

<p>faisant des reportages sur TIC4D</p>	<p>Promouvoir et renforcer les médias alternatifs des femmes</p> <p>Faire le suivi du portrait que les médias dressent de la femme et de la façon de l'employer pour assurer une plus grande égalité entre les sexes et un portrait non sexiste même dans l'utilisation des TIC</p> <p>Engager les femmes dans le processus de prise de décision</p>		<p>Organisations des médias</p> <p>Société civile et ONG</p> <p>Réseaux des médias sur TIC4D</p> <p>Gouvernements</p> <p>Académies/Universités</p>	<p>Encouragé à écrire des articles avec un aspect genre</p> <p>La formation sur le genre dans les reportages en TIC sera développée</p> <p>Augmenter les émissions sur les communautés de femmes à la radio et à la télévision en les adaptant aux langues et aux besoins locaux, tant en milieu urbain que rural en Afrique</p> <p>Produire des supports visuels imprimés en langues compréhensibles qui partagent l'information sur des questions qui influent sur la vie quotidienne des femmes</p> <p>Utilisation du matériel de formation</p> <p>Matériel de formation adapté au milieu local</p> <p>Qui bénéficie de l'accès à la formation? Les femmes et les hommes journalistes commencent à tenir compte des disparités entre les sexes</p> <p>Combien de réseaux sont-ils en train de se construire, zones urbaines ou rurales?</p> <p>Rétro information sur le matériel produit</p> <p>Impacting on the people, planet, and profit?</p> <p>Capacité de recycler les journaux qui sont produits</p>	<p>médias africains puisque le genre est une question transversale</p> <p>Les journalistes auront le souci d'équité entre les sexes chaque fois qu'ils rédigeront leur reportage</p> <p>En choisissant les journalistes qui couvriront un événement des TIC, le genre devrait être l'un des critères</p> <p>Nous aiderons à avoir des femmes à des postes de prise de décision, tout comme les hommes, elles seront appelées contribuer et non plus à rester en marge</p> <p>Des médias alternatives pour les femmes journalistes aidera à susciter l'intérêt pour les femmes journalistes qui relèveront le défi du reportage sur les TIC</p> <p>Les voix des Femmes africaines seront dans les médias et un contenu local sera élaboré pour l'Afrique</p>
-----------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				Ressources d'énergie renouvelable	
13 – SECTEUR PRIVE					
Objectifs	Actions Stratégiques	Calen-drier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Créer un Réseau du Secteur privé viable, fonctionnel et effectif pour la promotion de l'information pour le développement en Afrique	1. Créer un réseau I4D du Secteur privé 2. Se procurer les documents juridiques 3. Etablir un accord avec le pays hôte 4. Mettre en place le cadre administratif 5. Enregistrer la fondation 6. Promouvoir la fondation aux niveaux local, national, sous-régional, régional et international 7. Accréditation 8. Promotion effective des partenariats 9. Créer des réseaux sous-régionaux du secteur privé sur le continent	Juin 2005 – juin 2007	CEA, UA, NEPAD, e-Africa Commission, CEA, GKP, AYIN, SDC, ePolNet, UAT, UIT, CTO, PNUD, UNESCO, DSF, OIF, HBF, OSIWA, OSISA, BafD, ArDB, WGIG	1. Atelier organisé et réseau lancé 2. Documents juridiques adoptés et mis à disposition 3. Document d'accord du pays hôte signé et mis à disposition 4. Facilités administratives mises en place et fonctionnelles, avec disponibilité des documents relatifs 5. Réseau enregistré avec disponibilité des documents d'enregistrement 6. Visibilité du réseau réalisée, avec des reportages dans les médias comme preuve 7. Le réseau est accrédité par les réseaux et les organes internationaux 8. Partenariat avec diverses institutions créé avec disponibilité des accords contractuels 9. Cinq réseaux sous-régionaux créés et opérationnels	Réseau du secteur Privé effectif et fonctionnel lancé
2. Renforcer la capacité du secteur privé pour une contribution active et significative aux processus gouvernementaux	1. Organiser des ateliers sous-régionaux pour les institutions du secteur privé sur le PPP 2. Former les gestionnaires du secteur privé sur les défis politiques 3. Evaluer la capacité du secteur privé autour des enjeux politiques sous-régionaux et élaborer une politique et des stratégies d'engagement du	Juillet 2005 – juin 2010 (1 ^{ère} phase)	UA, Gouvernements nationaux, NEPAD, CER et Associations, UIT, UAT	1. Nombre d'ateliers et de participants capables de comprendre, de s'approprier et d'expliquer les enjeux politiques 2. Nombre de journalistes et professionnels des médias formés et aptes à appliquer les compétences acquises au niveau national d'une manière effective	Davantage d'apports du secteur privé à la mise en œuvre de la Société de l'information

	secteur privé dans l'I4D aux niveaux national, sous-régional et mondial 4. Entreprendre des recherches sur la politique de PPP en Afrique et sur la promotion de la R et D dans la société de l'information 5. Entreprendre des recherches sur le financement de la société africaine de l'information et sur la promotion d'un nouvel esprit d'entreprise			3. Evaluation des résultats, interprétation et application des questions politiques et disponibilité des documents directifs 4. Politique de PPP – et de R et D élaborée 6. Rapport produit et utilisé par le gouvernement et les institutions du secteur privé	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

14 – MOBILISATION DE LA DIASPORA NUMERIQUE

Objectifs	Actions Stratégiques	Calen-drier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Changer le fossé numérique en opportunité numérique en Afrique, principalement au moyen du renforcement de capacité par l'éducation et la formation	Fournir des ordinateurs (neufs et d'occasion pour équiper les zones reculées principalement en milieu rural)	De 2006 à 2015	Gouvernements, autorités locales, secteur privé, organisations de la société civile (principalement des organisations africaines), donateurs, UA, CEA	- Création de centres de formation - Equiper les écoles, les universités et les centres de recherche en zones rurales, en zones urbaines pauvres et défavorisées	Initiation à l'emploi de l'ordinateur et de l'Internet ainsi que d'autres nouvelles technologies de communication appropriées des milliers de ruraux et d'autres populations pauvres principalement les jeunes garçons, filles et les femmes
2. Construire une plate-forme visant à utiliser les TIC pour le développement de l'Afrique en renforçant les capacités des organisations de la société civile et en les rendant visibles et tournées vers l'avenir	Créer et gérer une base de donnée pour mettre à la disposition des pays africains l'expertise en TIC et dans d'autres secteurs (agriculture, éducation, santé, etc.) qui se trouve dans la diaspora	de 2004 à 2008	ACSIS, UA, CEA et autres agences des l'ONU telles que le PNUD, l'OIM et les partenaires	-Nombre de membres de la Diaspora qui ont donné un soutien concret à la conception des programmes et projets -Mise en œuvre et évaluation d'activités concrètes -Disponibilité de l'investissement et du financement des TIC pour le développement	Renforcement de capacité et financement des activités de développement pour la réalisation des OMD des objectifs de NEPAD et de la société civile, à travers tout le continent
3. Faire de la Société de l'information un instrument pour la réduction de la pauvreté, la résolution de conflits et des guerres, la lutte	Faire pression et plaider en faveur d'une mobilisation permanente de moyens logistiques et financiers pour atteindre les Objectifs de la Déclaration du	De 2004 to 2015	UA, CEA et autres agences de l'ONU, la Fondation de la Solidarité numérique, agences donatrices, organisations internationales, gouvernements, etc.	-Davantage d'engagement de la diaspora africaine dans la prévention et la résolution pacifique des conflits et des guerres -Réduction du	- Promotion de la paix et du développement en Afrique -Croissance économique, plus de démocratie

contre les pandémies telles que le VIH/sida et la promotion et la protection des droits humains par le biais de politiques cohérentes de développement durable	Millénaire, le NEPAD et la Déclaration de la société civile internationale lors de la 1 ^{er} phase du WSIS à Genève (2003).			nombre de conflits, du nombre de pauvres et de personnes infectées par le VIH -Améliorer la bonne gouvernance en Afrique; trois ateliers	-Meilleures dispositions pour partager le savoir
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------

15 – LANGUES AFRICAINES DANS L'ESPACE CYBER

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Elaborer et mettre en place une politique et des stratégies de promotion des langues africaines dans l'espace cyber	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une étude de référence sur le continent en consultation avec les institutions qui travaillent dans ce domaine - Lancer des débats ou des ateliers sous-régionaux - Organiser un atelier de validation 	2006 – 2015	Etats membres, UA, CEA, Partenaires nationaux et internationaux	Document élaboré directif	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire les langues africaines dans l'espace cyber, dans les stratégies électroniques aux niveaux national et sous-régionaux - Création de mécanismes de numérisation des principales langues aux niveaux national et sous-régionaux
2. Promouvoir la recherche et le développement des langues africaines dans l'espace cyber	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la recherche et le développement des technologies de langage et encourager des forums pour l'échange d'informations sur les moyens d'adapter les solutions, y compris les solutions d'ordinateur et de logiciel, les moteurs de recherche, dictionnaires automatiques, outils de traduction, - Créer et appuyer des réseaux universitaires, des académies nationales, d'institution de recherche et de développement travaillant dans le domaine des langues pour coordonner l'action et partager le savoir-faire et les pratiques -Créer une fédération des projets d'observation existants des langues 	2006 – 2015	Etats membres, UA, CEA, Partenaires nationaux et internationaux	Davantage de productions de la recherche et du développement sur les langues africaines dans l'espace cyber	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart des langues africaines sont locales et leur contenu sera important dans l'espace cyber

	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des réseaux de développeurs de langues - Soutenir la demande de mettre en place des mécanismes viables de financement de projets pour achever l'encodage des scripts - Promouvoir la recherche visant les décideurs et destinée à illustrer l'interconnexion entre la diversité des langues et le développement économique - Encourager la recherche et le développement des technologies du langage informatique et humain, par exemple dans le domaine de la mise au point du clavier - Appuyer le projet IDN sur les langues africaines 				
3 Assurer et maintenir de vaste programme de renforcement de capacité sur les langues africaines dans l'espace cyber	<p>Développement par nation, sous-région d'outils fiables de langue pour tous les niveaux d'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des programmes en linguistique informatisée à tous les niveaux de l'éducation - Mettre en place des programmes de doctorat et de maîtrise en linguistique informatisée dans les universités sous-régionales des centres linguistiques - Encourager le renforcement de capacité des communautés ayant des langues en voie de disparition et 	2006 – 2015	Etats membres, UA, CEA, Partenaires nationaux et internationaux	<p>–Programme de linguistique informatisée intégré dans le cursus de tous les niveaux d'éducation dans beaucoup de pays africains</p> <p>-Des diplômes de doctorat et maîtrise en linguistique informatisée créés dans cinq grandes universités d'Afrique</p>	Présence des langues africaines avec un plus grand contenu dans l'espace cyber

	moins parlées pour qu'elles participent aux mécanismes internationaux d'établissement des normes avec des dispositions spécifiques aux représentants des pays en développement				
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

16 – HANDICAPÉS

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Mettre au point des solutions novatrices pour les personnes vulnérables, handicapés et infirmes en termes de logiciel et d'ordinateur	1. Elaborer et rendre disponible un cadre	2006-2010	Etats membres, NEPAD, UAT, CEA, UIT, Télécom opérateurs, Secteur privé	Partenariat avec diverses institutions créé	- Techniques améliorées pour l'infirmité - Industrie des TIC circonscrite et meilleure
2. Promouvoir et encourager l'inclusion/l'engagement des handicapés dans le cycle de développement des TIC et leur offrir l'occasion de contribuer effectivement	1. Préparer des accords contractuels et les rendre disponibles 2. Obtenir un soutien pour le plan	2006-2008	Etats membres, UA, NEPAD, UAT, CEA, Télécom opérateurs, CER	Document juridique approuvé et présenté	- Accroître les ressources humaines - Réduire la dépendance des handicapés de la communauté
3. Construire des centres spéciaux de TIC avec l'équipement adéquat où les handicapés peuvent avoir un accès aisé et sans heurts au savoir, aux ressources et à des informations utiles du monde entier	1. Evaluer les besoins exacts de ces centres 2. Employer des instructeurs qualifiés dans ces centres	2006-2012	Etats membres UA, NEPAD, UAT, CEA, Télécom opérateurs, Secteur privé	Disponibilité des installations et des services	Améliore et élargit la gamme du Renforcement de capacité
4. La mise au point de cours accélérés devrait permettre d'assurer les normes et l'égalité pour l'éducation dans le domaine	Organiser des ateliers pour mettre au point la méthodologie la plus appropriée	2006-2010	Etats membres, UA, NEPAD, UAT, CEA, Télécom opérateurs, Organisations régionales, CER	Facilités d'exécution mise en place et fonctionnelles	Meilleure qualité de l'enseignement

des TIC					
5. Engager et encourager le secteur privé et commercial pour dispenser des formations sur les TIC des niveaux les plus élémentaires aux niveaux avancés sur les ordinateurs, les logiciels et les questions de multimédias	1. Promouvoir un partenariat effectif 2. Entreprendre des recherches dans l'intérêt du projet	2006-2010	Etats membres, Secteur privé	Assurer la qualité et la viabilité du programme	Contribution plus positive du Secteur privé et commercial

17-RESOURCE MOBILISATION

Objectifs	Actions Stratégiques	Calendrier	Partenaires	Indicateurs de réalisation	Impact attendu
1. Estimation des dépenses totales nécessaires pour construire la Société africaine de l'information	Préparer des propositions de projet aux niveaux national et régional (le coût de tels projets devrait être correctement établi et il sera coordonné au sein d'un cadre réaliste)	2005 – 2007 (Phase 1)	Etats membres, UA, CEA, NEPAD, Donateurs, Investisseurs, DAC/OCDE, Secteur privé, Institutions financières, Groupe de travail de la Ligue arabe sur les projets et programmes de TIC, l'Agence africaine de l'Initiative numérique et de financement		(a) Investissement accru dans les TIC (b) Harmonisation des politiques entre parties pour l'TIC4D (c) Accroître considérablement le panache du projet africain de TIC (d) Mettre à profit des meilleures pratiques de financement des TIC (e) Réduire l'écart de la fracture numérique
2. Mobiliser les ressources financières nécessaires pour construire la Société de l'information africaine et pour tirer parti des opportunités de financement définies	1- Mettre en place le mécanisme institutionnel pour/et organiser des conférences de bailleurs de fonds et de partenariat	2005 – 2006 (Phase 1)			

par le WSIS, y compris le DSF	2- Créer et renforcer des institutions ayant pour objectifs de collaborer avec diverses parties prenantes - Développement de projets, investissement et partenariat pour les TIC4D en Afrique	2005 – 2006			
3. Créer des partenariats sectoriels et attirer des investissements dans les TIC4D au niveau national et régional	1- Encourager les mécanismes de remplacement de la dette pour les TIC	A partir de 2005			
	2- Se servir de l'initiative d'investissement BOT pour les TIC	2006 – 2007			
	3- Encourager le partenariat avec de multiples parties prenantes pour les projets à partage de revenu	2006 – 2007			
	4- Tenir compte du rôle potentiel des PMME dans l'TIC4D, et les aider à obtenir des ressources des institutions financières	A partir de 2006			
4. Financement de la mobilité des chercheurs africains	Réserver une partie des fonds aux chercheurs	A partir de 2006	UA, Agences de l'ONU, BAD	Prise en compte des facilités	Initiation des chercheurs africains

VIII. PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE

Liste des Projets régionaux et sous régionaux et des modalités de leur mise en œuvre

Il est prévu que chaque projet aura une Agence principale ainsi que des partenaires désignés pour la mise en œuvre. L'Agence principale préparera une note d'information sur le projet, en utilisant le modèle PARAES ci-joint en annexe 1. Chaque Agence principale coordonnera la préparation des propositions de projet et l'évaluation des besoins, si applicable, les Agences principales utilisent leurs propres ressources ou mobilisent les ressources pour préparer les propositions de projet et effectuer l'évaluation des besoins.

L'Union africaine avec l'appui du Groupe d'experts définira les critères et effectuera une classification des projets selon leurs priorités avant le Sommet de Tunis.

Le 16 novembre 2005, de 09H00 à 12H00 un atelier sur le Plan d'action pour discuter avec les parties prenantes et les partenaires africains de questions de mobilisation de ressources et de mise en œuvre aura lieu.

Jusqu'à présent, les projets descriptifs suivants ont été soumis par les parties prenantes:

Plan d'Action régional africain pour l'Economie de l'Information (PARAES)

PROJETS

Pays cible(s) Etats membres de la CEA

Agence principale/CER/Parties prenantes Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA)

Partenaires potentiels: Commission de l'Union européenne, Finlande, Japon, GTZ, Organismes de l'ONU

Titre du Projet: Renforcement de capacité des décideurs

Domaines du programme/projet sur lesquels est mis l'accent:

- Contexte juridique/Contexte propice
- Infrastructure et accès
- E-Stratégies et Politiques
- Indicateurs de la Société d'information
- Renforcement de capacité
- Recherche et développement
- Gouvernance Internet
- Les femmes et la Société d'information
- Multi parties prenantes – Parlementaires, jeunes, Médias etc
- Langues africaines
- Handicapés
- Mobilisation de la Diaspora numérique
- Mobilisation de ressources et partenariat
- Autre

Expliquer: Le projet se propose de renforcer la capacité des décideurs africains et des autres parties prenantes telles que le secteur privé, la société civile, les universitaires, les parlementaires, les médias, les femmes et les jeunes d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de technologies de communication, de cadres régulateurs et de stratégies électroniques nationales et régionales au moyen de la promotion d'une participation plus avisée, de grande envergure et effective des représentants de l'Afrique à la mise sur pied

des programmes et aux prises de décisions concernant les TIC au niveau régional et international, à la consolidation de l'intégration des TIC dans les programmes de développement tant au niveau local qu'international, et au TIC pour le développement parmi les fonctionnaires, les représentants du secteur privé et les acteurs de la société civile.

Brève description:

Ce projet tire parti de l'expérience de la CEA en matière d'assistance aux Etats pour élaborer des politiques et des plans nationaux d'information et d'infrastructure de communication et de ses activités de renforcement de capacité dans son Centre de Technologies de l'information pour l'Afrique (CTIA). Il se propose de développer les activités de renforcement de capacité qu'il a mené pour les Parlementaires africains et les Ambassadeurs africains en poste à Addis-Abeba en Ethiopie en vue d'englober d'autres décideurs et parties prenantes. L'activité de renforcement de capacité permettrait aux décideurs africains et aux autres parties prenantes de prendre conscience des enjeux de la politique des TIC à tous les niveaux: national, sous-régional, régional et international.

Toile de fond: L'approche systématique de la prise de décision reste l'une des étapes majeures de l'exploitation des TIC pour le développement. Plus de la moitié des pays africains se sont employés à élaborer leurs plans, leurs stratégies et leurs politiques NICI qui articulent la politique, l'infrastructure, le contenu et l'application à long terme comme partie intégrante du développement national global, dans le cadre de l'Initiative de la Société africaine de l'information (AISII). Cependant, la sensibilisation et le renforcement de capacité demeurent l'un des défis majeurs de la formulation et de la mise en œuvre de la politique des TIC dans la région. L'élaboration de stratégies nationales et sectorielles, la mise en œuvre de programmes et de projets dans des domaines clés du développement exigent des décideurs hautement qualifiés et dévoués. La CEA a pour mandat d'apporter une assistance aux pays africains pour leur développement économique et social. L'un des points forts de la CEA est sa capacité de convoquer des forums. Chaque année, la CEA convoque des douzaines de forums (en général de 2 - 3 jours) de planificateurs de politique, de décideurs et de responsables de la mise en œuvre, appartenant aux secteurs public et privé ainsi qu'aux organisations de la société civile. La CEA a créé le Centre de Technologies de l'Information pour l'Afrique (ITCA) en 1999 pour dispenser une formation de sensibilisation et de prise de conscience sur les TIC et leur impact sur le développement.

Alignement sur Les Stratégies sous-régionales: Ce projet est compatible avec les stratégies nationales du Commonwealth qui se proposent d'exploiter les TIC aux fins d'un développement économique et social maximum, afin d'améliorer les prestations de service et de réduire l'écart du fossé numérique.

Activités du projet proposé: La CEA demande le soutien du Commonwealth pour le financement des diverses activités qui s'inscrivent dans le cadre du projet. Elles comportent l'organisation d'ateliers de formation, des séminaires et des consultations; la mise en place de réseaux entre les divers décideurs; l'élaboration de documents directifs;

la mise au point de portails web et d'autres facilités de ressources électroniques s'y rapportant; la mise sur pied et la gestion de forums en ligne et la création d'une base de données des décideurs et des experts africains en TIC pour les activités de développement.

Avantages sous-régionaux:

L'absence de prise de conscience des TIC chez les décideurs africains est l'un des défis redoutables de la participation de l'Afrique à l'économie mondiale de l'information. A un haut niveau, la région a besoin de décideurs très conscients et visionnaires sur le plan des TIC et du développement. Ce qui peut se réaliser en renforçant les capacités des décideurs africains et des autres parties prenantes qui sont engagés dans ce processus.

Résultats anticipés:

- Une capacité améliorée des gouvernements nationaux d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies électroniques nationales effectives et viables qui fassent fond sur les principes d'appropriation et de priorité nationale, y compris par le biais de la coopération Sud-Sud et l'échange de connaissances sur l'intégration effective des TIC dans les politiques et les stratégies de développement.
- Une matrice de réseaux de centres d'informations connectés pour les acteurs du développement en Afrique créant une plate-forme d'informations ayant des effets multiplicateurs et des retombées positives sur les décideurs, les compétences analytiques et appliquées dans divers secteurs de l'économie et sur diverses couches de la société.
- Une participation systématique et significative des représentants de l'Afrique aux forums et aux organes régionaux et sous-régionaux de prise de décision sur les TIC et l'Information.
- L'Intégration et l'application des TIC et de l'Information au processus de transition, tout particulièrement eu égard à la réforme du secteur public afin d'épauler le commerce et les entreprises.

Evaluation des risques: Manque de soutien politique adéquat – peu de risques; manque de financement pour la mise en œuvre – à haut risque risques.

Budget:

500.000,00 euros sur deux ans

2005/2006: 200.000,00 euros

2006/2007: 300.000,00 euros

Calendrier et étapes importantes: Projet approuvé par les partenaires au Sommet de Tunis, début de la mise en œuvre du projet - juin 2006. Exécution du projet – doit se terminer en juillet 2008.

Priorité: Ce projet est considéré comme une grande priorité pour la CEA et ses partenaires, étant donné qu'il cherche à contribuer à la viabilité de la Société d'information en Afrique en créant des TIC pour les champions du développement parmi les décideurs africains.

Viabilité à long terme: L'exercice de renforcement de capacité permettra aux décideurs africains et aux autres parties prenantes de prendre conscience des enjeux de la politique de TIC à tous les niveaux: national, sous-régional, régional et international. La formation créera également des champions des TIC pour le développement et un réseau des décideurs africains qui pourront forger un partenariat avec d'autres parties prenantes afin d'assurer la viabilité.

Soumis par: Le Centre des Technologies de l'Information pour l'Afrique

Date: 20 juin 2005

Plan d'Action régional africain pour l'Economie de l'Information (PARAES)

PROJETS

Pays cible(s) CEA Etats membres

Agence principale/CER/Parties prenantes Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Partenaires potentiels: Commission de l'Union africaine, NEPAD, Banque africaine de développement, Centre international de commerce, Union européenne, Finlande, le Réseau canadien de Ressources en Politique électronique (e-Pol-NET).

Titre du projet: Elaboration et mise en œuvre des stratégies et des plans électroniques nationaux et sectoriels (stratégies et plans NICID et SICID).

Domaines du programme/projet sur lesquels est mis l'accent:

- Contexte juridique/Contexte propice
- Infrastructure et accès
- E-Stratégies et Politiques
- Indicateurs de la Société d'information

- Renforcement de capacité**
- Recherche et développement**
- Gouvernance Internet**
- Les femmes et la Société d'information**
- Parties prenantes multiples – Parlementaires, jeunes, Médias etc**
- Langues africaines**
- Handicapés**
- Mobilisation de la Diaspora numérique**
- Mobilisation de ressources et partenariat**
- Autre**

Explication: Ce projet se propose de fournir l'apport analytique au moyen d'études, d'ateliers et de publications qui examinent l'état des lieux des TIC dans certains pays africains et de soutenir l'élaboration de stratégies et de plans électroniques nationaux. Ce faisant, il cherche à renforcer la capacité en politique des pays.

Brève description: L'objectif principal de ce projet est d'appuyer les pays africains dans leurs efforts d'élaboration de leurs propres stratégies et plans électroniques nationaux et sectoriels fondés sur leurs objectifs de développement national tels qu'énoncés dans le plan d'action WSIS. Ces plans aideront à intégrer le processus de globalisation en utilisant les TIC. Ils aideront également à résoudre les problèmes les plus urgents des pays, y compris ceux de santé, d'éducation, de développement économique et de lutte contre la pauvreté.

Toile de fond: L'accès à l'information et aux connaissances est une condition préalable à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes à travers le monde. De même que l'amélioration des communications entre les populations apporte une contribution à la résolution des conflits amène la paix dans le monde.

C'était dans ce contexte de re-conception de l'emploi des TIC que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) avait lancé l'Initiative de la Société d'Information africaine (AISI) qui avait été adoptée en 1996 par les Gouvernements africains. L'AISI qui est un cadre régional, vise à accélérer l'entrée du continent dans la Société d'information. Elle est mise en œuvre à plusieurs niveaux dont les plans de développement de l'Infrastructure nationale d'information et de communication (NICI) dans chaque pays.

Depuis l'adoption de l'AISI, la CEA avec le soutien de partenaires, y compris l'Union européenne, a apporté son assistance aux pays africains afin qu'ils élaborent leurs stratégies électroniques nationales, y compris le cadre juridique de soutien, les institutions de mise en œuvre et les ressources humaines qui s'imposent. En bref, le plan NICI est:

- ◆ un instrument pour mettre en œuvre la vision de l'AISI de développer la société d'information au niveau national
- ◆ une réponse africaine pour faciliter l'inclusion numérique de l'Afrique et l'intégration du continent dans le processus de mondialisation
- ◆ un exercice visant à élaborer des politiques et des stratégies nationales de TIC qui sert comme principes directeurs pour le développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication

Alignement sur les Stratégies sous-régionales: Ce projet est compatible avec les stratégies nationales du Commonwealth qui cherchent à exploiter les TIC aux fins d'un développement économique et social maximum, afin d'améliorer les prestations de services et de réduire l'écart de la fracture numérique.

Activités du projet proposé: En raison du nombre important de pays africains qui n'ont toujours pas achevé leur processus de développement du NICI, alors que d'autres pays évaluent les résultats et envisagent de commencer le cycle suivant du processus, la CEA cherche le soutien du Commonwealth pour financer de telles activités. Le projet appuiera le développement et la mise en œuvre des Plans NICI et leurs liens avec les OMD, DSRP en Gambie, au Ghana, au Nigeria en Sierra Leone. En outre, les stratégies sectorielles dans les domaines du Gouvernement électronique (en Gambie et au Ghana) et la santé électronique (en Ouganda) seront élaborées et mises en œuvre.

Avantages sous-régionaux: Le processus NICI a permis à plus de 30 pays africains de mettre en place une politique des TIC. Il a également renforcé la capacité des décideurs africains de prendre des décisions plus éclairées sur les questions relatives aux TIC, y compris lors du Sommet mondial de la Société d'information (WSIS). C'était dans ce contexte que la résolution sur la stratégie électronique adoptée par la Conférence africaine régionale préparatoire qui s'est tenue du 2 au 4 février 2005 à Accra au Ghana a reconnu le rôle de la CEA dans le processus d'élaboration de la politique des TIC en déclarant: «Prend acte avec satisfaction du soutien accordé aux pays africains par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires». A cet égard, il faudrait remarquer que les partenariats effectifs ont amélioré le programme de travail de la CEA sur les TIC pour le développement des pays africains.

Résultats anticipés:

- Contexte propice amélioré pour la mise en œuvre de la politique
- Amélioration en matière de réalisation des objectifs des OMD/DSRP

- Une société d'information et de connaissances développées
- Renforcement d'un processus de politique intégrée de mise en œuvre
- liens consolidés au niveau sectoriel, national et régional
- Davantage d'amélioration en matière de réalisation des objectifs des OMD/DSRP
- Accent sectoriel mis sur la réalisation des objectifs des OMD/DSRP

Evaluation des risques: Manque de soutien politique adéquat - peu de risques; manque de ressources pour la mise en œuvre au niveau local - à haut risque; manque de financement pour la mise en œuvre - à haut risque.

Budget: Le coût d'élaboration des plans NICI et SICI est estimé à 100.000 euros par pays. D'où le coût total s'élèverait à 800.000 euros sur une période de deux ans. (5 plans NICI et 3 Plans SICI).

2005/2006: 400.000 euros 2006/2007: 400.000 euros

Calendrier et étapes importantes: Projet approuvé par le Commonwealth - octobre 2005; début de la mise en œuvre du projet - janvier 2006.

Priorité: Ce projet est considéré comme une haute priorité de la CEA et de ses partenaires, étant donné qu'il cherche à apporter une contribution à la viabilité de la Société d'information en Afrique.

Viabilité à long terme: Le processus NICI assure la viabilité et forge le partenariat public/privé par le biais de la participation effective et active de toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Soumis par: La CEA (Division des services de l'information du développement et Division du commerce et de l'intégration régionale)

Date: 20 juin 2005

Plan d'Action régional africain pour l'Economie de l'Information (PARAES)

PROJETS

Pays cible(s): Pays africains

Agence principale: Agence africaine d'initiatives numériques et de financement (ADIFA)

Partenaires potentiels: Commission de l'Union africaine, NEPAD, CEA, Bailleurs de fonds, Gouvernements africains et autres Parties prenantes.

Titre du projet: Renforcement de la capacité organisationnelle de l'ADIFA.

Domaines du programme/projet sur lesquels est mis l'accent:

- Contexte juridique/Contexte propice
- Infrastructure et accès
- E-Stratégies et Politiques
- Indicateurs de la Société d'information
- Renforcement de capacité
- Recherche et développement
- Gouvernance Internet
- Les femmes et la Société d'information
- Parties prenantes multiples – Parlementaires, Jeunes, Médias etc
- Langues africaines
- Handicapés
- Mobilisation de la Diaspora numérique
- Mobilisation de ressources et partenariat
- Autre

Explication: L'objet de ce projet est de rendre l'ADIFA entièrement opérationnelle en établissant son siège à Banjul, en Gambie, avec la logistique nécessaire, pourvoir les poste de Directeur exécutif, deux Responsable de programme et le personnel de soutien, identifier les points focaux dans tous les pays africains.

(L'ADIFA n'est pas à but lucrative. Une Organisation régionale fondée avec un Conseil d'administration régional. Elle constitue un réseau régional qui collabore à la mise au point de projets et à leur couverture ainsi qu'elle met en rapport les bénéficiaires avec le financement pour construire la société d'information en Afrique).

Brève description:

Le principal objectif de l'ADIFA est d'identifier les bailleurs de fonds/partenaires au développement au sein des TIC4D et de forger des liens entre les parties en vue de mettre en œuvre les projets et programmes de TIC en Afrique aux fins de stimuler la coopération Nord-Sud et sud-Sud en finançant des programmes numériques en Afrique qui sont compatibles avec le Plan d'action du WSIS.

L'agence effectuera un suivi de près des initiatives de TIC en Afrique aux fins d'apporter son assistance aux pays dans leurs efforts d'accéder aux ressources pour mettre en œuvre les projets et programmes émanant d'initiatives, particulièrement de stratégies électroniques, s'inscrivant dans le cadre de l'Initiative africaine de Société d'information et du programme d'action des TIC du NEPAD. L'ADIFA travaillera en étroite collaboration avec les pays africains dans leurs efforts d'identification de projets bien conçus et attrayants. L'Agence forgera des partenariats stratégiques avec les bailleurs de fonds et sera le moteur de la facilitation des interventions des bailleurs de fonds et des partenariats dans les projets et programmes et ce faisant, tiendra compte d'un part des intérêts des Gouvernements africains fondés sur les principes du NEPAD et de l'Union africaine et d'autre part de l'orientation du programme des bailleurs de fonds. Les partenariats à parties prenantes multiples, les partenariats public/privé et les autres formes d'investissement dans le secteur des TIC en Afrique seront encouragées en vue de l'avancée vers une économie basée sur l'information en Afrique.

Toile de fond:

Comprendre l'importance des Technologies de l'information et des communications en tant que moteur du changement et de l'amélioration des conditions de vie des peuples africains afin de jouer un rôle plus significatif dans la mondialisation en réalisant les objectifs du millénaire au moyen de l'accès à l'information et aux connaissances, qui peut, dans une grande mesure, transformer l'esprit des peuples africains en faveur du développement et de la négation des fléaux des conflits, de la faim, des maladies et de la pauvreté. Le rôle des TIC dans ce contexte peut être trouvé dans l'Initiative africaine de Société d'information qui est le plan directeur de l'entrée de l'Afrique dans l'économie mondiale de l'information.

Egalement compatible avec la pensée d'un groupe d'experts en TIC, lors du dernier forum du développement africain qui s'est tenu à Addis-Abeba et selon laquelle:

- Les pays devraient être encouragés à mener des enquêtes sur le niveau de préparation électronique et à mettre en place des politiques, des Plans et des Stratégies nationales d'information et de communication comme conditions préalables fondamentales pour le financement de projets.

- La priorité sera accordée à l'accès au financement pour la mise en œuvre de projets de Gouvernement électronique et d'autres projets qui faciliteront la bonne gouvernance au titre du programme de la bonne Gouvernance de l'Afrique, de pair avec les projets de création de richesse.

Déjà, près de 30 pays africains ont une politique, des stratégies et des plans nationaux d'information. Il s'ensuit que l'ADIFA entend commencer ses premières activités d'aide à l'identification et à la conception de projet comme moyen de mettre en œuvre le Plan d'action africain de l'économie de l'information. Elle reconnaît que plus le nombre de projets sera grand, plus il y aura lieu d'avoir accès à des ressources importantes et moins importantes sera la fracture numérique en Afrique aboutissant finalement à l'amélioration des conditions de vie des peuples africains.

Alignement sur les Stratégies sous-régionales: Ce projet tient compte du souci général de la nécessité de renforcer les capacités des organisations orientées vers l'action en Afrique afin d'aider à réduire l'écart de la fracture numérique et répond au WSIS en bâtissant une société de l'information inclusive en Afrique avec des ressources financières accrues.

Activités du projet proposé:

En vertu de son mandat, l'ADIFA:

- Encouragera les bailleurs de fonds et les autres entités de financement à être réceptifs au résultat des conventions, du consensus et des recommandations à l'échelle internationale en faveur du soutien aux projets et programmes qui directement ou indirectement ont des répercussions positives sur les conditions de vie des peuples africains dans le domaine du développement des technologies de l'information et des communications avec l'apport de ressources financières accrues.
- Créer des liens serrés avec les organisations régionales et sous-régionales africaines, les organes bilatéraux et multilatéraux s'intéressant à financer le développement des TIC en Afrique.
- Faire le suivi des initiatives de TIC en Afrique et apporter une assistance aux pays dans leurs efforts d'accéder à des ressources financières pour mettre en œuvre des projets et programmes émanant d'initiatives de stratégies électroniques plus particulièrement.
- Aider les pays africains à identifier les projets et programmes qui ont les qualités potentielles de remplir les critères de bailleurs de fonds spécifiques.
- Apporter une assistance aux Gouvernements, à la société civile, au secteur privé, aux femmes, aux jeunes et aux handicaps physiques en matière de création de relations et de partenariat avec les mécanismes de financement du développement de la société de l'information.

- Promouvoir les partenariats publics/privés, les partenariats à parties prenantes multiple et les autres formes d'investissement dans le sous-secteur des TIC en Afrique.
 - Faire valoir la société de l'information africaine en exploitant le potentiel des TIC dans les pays africains en tant que moteur permettant d'atteindre les cibles du développement mondial, par exemple les OMD, particulièrement celle consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015.
 - Encourager la défense du principe de coexistence et d'accès équitable aux ressources en TIC par tous les pays africains, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme.
 - Aider les pays africains de tirer parti des déclarations et des Plans d'action du WSIS.
- Collaborer avec la Commission de l'UA, La CEA et les autres parties prenantes afin d'organiser des conférences de bailleurs de fonds et de partenaires pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des projets de société de l'information en Afrique.

Avantages sous-régionaux: Les institutions financières sont plus réceptives à la mise en œuvre de stratégies électroniques conformément au plan d'action du WSIS et des engagements d'Accra de 2005. Les pays africains réaliseront davantage de projets de TIC tant dans le secteur public que privé. Une plus grande participation aux activités de la société d'information des parties prenantes et les avantages économiques sera visible à court terme; le tout ayant comme apogée de réduire la fracture numérique de l'Afrique

Résultats anticipés:

Une ADIFA entièrement opérationnelle pour garantir ce qui suit:

- Des projets TIC structurés pour mettre en œuvre les politiques du NICI et les stratégies sous-jacentes ainsi que les autres initiatives
- Conception du partenariat, approche pour atteindre les cibles nationales
- Modèles applicables dans des situations analogues afin de couvrir les coûts des transactions
- Financement qui renforce explicitement les capacités pour la viabilité et la réalisation des objectifs de développement de la Déclaration du millénaire et des DSRP nationaux.
- Mettre les projets de Gouvernement électronique dans la liste prioritaire en vue de tirer un avantage des ressources financières du marché mondial.
- Les partenaires au développement sont assurés d'un taux élevé de mis en œuvre des programmes liés au développement des TIC en Afrique.

- La base de données des projets de TIC pour TIC, la levée d'inventaire et le 'magasin' des projets de TIC en Afrique seront accessibles par le truchement de l'ADIFA.

- Accroître l'investissement dans les TIC en Afrique.

Evaluation des risques: Manque de soutien politique adéquat - peu de risques; manque de ressources pour la mise en œuvre - à haut risque; manque de financement adéquat – à haut risque.

Budget:

Le budget d'investissement et de fonctionnement est estimé à 550.000 dollars E.U sur une période de trois ans. 2005/2006 250.000 dollars E.U, 2006/2007 150.000 dollars E.U, 2007/2008 150.000 dollars E.U.

Calendrier et étapes importantes: Projet approuvé par les Partenaires au développement - novembre 2005; Début de la mise en œuvre du projet – décembre 2005.

Priorité: Ce projet est considéré comme une haute priorité pour l'Afrique, étant donné qu'il cherche à apporter sa contribution à la réduction de l'écart de la fracture numérique pour le développement humain et contribue aux initiatives qui tentent de surmonter la stagnation économique..

Viabilité à long terme: La mise en œuvre de projets multiformes dans divers secteurs de l'économie permettra aux pays africains de saisir l'occasion d'être prêt à participer et à bénéficier de la Mondialisation. L'ADIFA aidera les pays à forger des partenariats effectifs avec la participation active de toutes les parties prenantes, dont les gouvernements, le secteur privé et la société civile aux fins de bâtir une société d'information viable en Afrique.

Soumis par: L'Agence africaine d'initiatives numériques et de financement (ADIFA)

Date: 5 juillet 2005

Plan d'Action régional africain pour l'Economie de l'Information (PARAES)

PROJETS

Pays cible(s): Cameroun et pays de la CEMAC

Agence principale/CER/Parties prenantes: Réseau Conseil de la Société d'information africaine (ANAI.AC) Primé « Meilleure initiative de développement », Prix Africa Telecom People 2004

Partenaires potentiels:

La CEA, La CIPA (Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne) de New Brunswick au Canada, la Fondation du Devenir à Genève, le Corps international de volontaires (ICV) à Genève, l'Institut Don Bosco (Cameroun), le Ministère des Postes et Télécommunications du Cameroun, le Fonds national pour l'Emploi, l'Institut africain d'Informatique (Cameroun), l'ITU, l'Afriland First Bank pour la gestion des crédits.

Titre du projet : *Renforcement de capacité en TIC en faveur des pauvres, Centres de proximité pour les déscolarisés*

Domaines du programme/projet sur lesquels est mis l'accent:

- Contexte juridique/contexte propice
 - ✓ Infrastructure et accès
- E-Stratégies et politiques
- Indicateurs de la Société d'information
 - ✓ Renforcement de capacité
- Recherche et développement
- Gouvernance Internet
 - ✓ Les femmes et la Société d'information
 - ✓ Parties prenantes multiples – Parlementaires, Jeunes, Médias, etc
- Langues africaines
- Handicapés
- Mobilisation de la Diaspora numérique
 - ✓ Mobilisation de ressources et partenariat
- autre

Brève description:

Ce projet où les besoins sont exprimés par la base au sommet se propose de déployer un réseau de 50 centres de TIC de proximité dans des quartiers pauvres des principales villes du Cameroun. Ce projet est piloté par une organisation ayant un bilan confirmé de

mobilisation des collectivités locales; de sensibilisation au niveau des décideurs; de faire pression au niveau internationale et d'une expérience sans précédent dans la région de formation en gestion des centres de télécommunication. Ces réalisations ont été reconnues en 2004 par l'Africa Telecom People. Le projet exposé ici comporte deux composantes:

1. Installer et déployer un total de 50 centres renforcement de capacité de proximité pour les jeunes et les femmes non scolarisés dans les quartiers pauvres afin de réaliser:
 - a. L'inclusion sociale
 - b. L'accès universel
 - c. La réhabilitation économique
 - d. La réduction de la pauvreté.
2. Ouvrir un petit fonds de crédit pour le démarrage avec des jeunes et des femmes entrepreneurs sociaux.

Le déploiement complet de ce projet s'étalera sur 3 ans et, au bout du compte, deviendra un Centre d'excellence en formation de gestionnaires entrepreneurs sociaux de centres de télécommunications et de TIC.

Toile de fond:

Entre 1990 et 2000, le Cameroun a été confronté à une grave crise économique qui a abouti à une réduction de salaires dans la fonction publique, à la dévaluation du franc CFA (monnaie française et africaine) et à un ralentissement de l'activité économique. Cette situation a fait augmenter la pauvreté et le chômage surtout au sein de la population ciblée. Un chiffre très conservateur estime ceci à 30% malgré un secteur informel dynamique. Les données ont montré que:

- le chômage touchait principalement les jeunes de 15 à 29 ans;
- les femmes étaient plus touchées que les hommes concernant les qualifications et le marché de l'emploi;
- le chômage est élevé en raison de l'inadéquation entre la formation et le marché de l'emploi, ce qui est accentué chez les jeunes et les femmes non scolarisés.

ANAI.AC, primé pour **la meilleure initiative de développement en Afrique en l'an 2004**, cherche des organisations influentes et visionnaires ayant un sens de responsabilité sociale et un engagement profondément ancrés, voulant donner de l'espoir à des groupes qui ont un grand potentiel mais qui sont handicapés par le manque d'opportunités.

Alignement sur les Stratégies sous-régionales:

Les groupes cibles tous ensemble constituent bien plus que 70% de la population du pays et de la région. Le gouvernement camerounais s'est engagé à créer une Société de l'information inclusive au moyen de l'accès universel. Il s'ensuit que toutes les écoles vont être connectées dans un avenir proche, complété par le lancement de 5000 centres communautaires dans 5000 endroits sélectionnés. Nos groupes cibles semblent être le chaînon manquant de la stratégie. En comblant ce vide, notre projet complétera les efforts du gouvernement et des agences de développement international.

Activités du projet proposé:

Le projet est l'aboutissement de nombre de consultations. Il s'articule autour des besoins exprimés et considérés comme les principales entraves à la santé, la sécurité et à l'expression des droits des communautés. L'approche de gestion à parties prenantes multiples, adoptée par le projet consolidera le leadership au niveau de la base et contribuera ainsi à la bonne gouvernance et à la responsabilisation sociale.

Un plan de travail trimestriel, un budget de fonctionnement et un plan d'activité aideront à exploiter le réseau comme des entreprises à caractère social.

Avantages sous-régionaux:

Ce projet est compatible avec le Document de la Stratégie sous-régionale et nationale pour l'allègement de la pauvreté qui cherche exactement à exploiter les TIC pour un développement social et économique maximum, réduire l'écart de la fracture numérique et créer une Société de l'information véritable et inclusive. Il fait écho aux principaux objectifs politiques assignés à la société d'information: mettre en place des réseaux à l'échelle de la nation; assurer l'accès universel, lancer des PME de TIC.

Résultats anticipés:

Le réseau des centres de proximité réalisera les résultats suivants:

Former les jeunes et les femmes déscolarisés par ses cours pratiques, fonctionnels et non formels: - Gestion de centre de télécommunications polyvalent.

- Webmastering pour la conception web des petites entreprises et des entreprises à caractère social;
- Animation vidéo pour des contenus locaux;
- Réparation et entretien d'ordinateurs
- Fournir au stagiaires:
 - L'accès à Internet;
 - Un centre d'auto formation;
 - Un centre d'emploi indépendant;
 - Un centre d'appel à bas prix.

Dans l'ensemble, ce projet s'axe sur: l'autonomie et le développement orienté vers le développement des collectivités locales, l'incubation d'entrepreneurs sociaux des TIC et la création d'une masse critique de lettrés en TIC.

Evaluation des risques:

Contexte politique et économique propice; besoin d'une politique nationale. À haut risque: manqué de financement pour la mise en œuvre du projet; risques peu élevés/moyens: manque de ressource humaine appropriée, le groupe cible trouvera la formation inabordable.

Budget:

Le budget total est de 350.000 dollars E.U pour les composantes qui se dérouleront sur 4 ans: 250.000 dollars E.U pour l'équipement et la gestion des 50 centres de proximité; 100.000 pour le fonds de crédit de démarrage. La répartition est la suivante: 2005/2006:

150.000 dollars E.U, 2006/2007: 100.000 dollars E.U, 2007/2008: 50.000 dollars E.U, 2008/2009: 50.000 dollars E.U.

Calendrier et étapes importantes:

Projet approuvé par PARAES; le projet pilote à Yaoundé sera achevé fin 2006; le lancement vers les autres provinces du Cameroun fin 2008; le lancement vers les autres pays de la CEMAC de la région fin 2009.

Priorité:

Ce projet est considéré comme une haute priorité tant par Anais.AC que par le Ministère des P et T. En ce qui concerne la génération de revenus, les utilisateurs sont prêts à payer les frais d'utilisation; les négociations avec les institutions gouvernementales sont bien avancées pour l'entretien et les réparations de leurs ordinateurs par les stagiaires.

Viabilité à long terme:

Le projet a rempli deux conditions essentielles importantes pour la viabilité: un projet exprimé au sommet en fonction du besoin de la base et un appui politique du Ministère des P et T. En ce qui concerne la génération de revenus, les utilisateurs sont prêts à payer les frais d'utilisation; les négociations avec les institutions gouvernementales sont bien avancées pour l'entretien et les réparations de leurs ordinateurs par les stagiaires.

Soumis par: Robertine TANKEU KEUTCHANKEU

BP 13918 Yaoundé, Cameroon, tél: 237- 789-2113/223-02-15 Fax: 223-0215

Coordinatrice régionale Anais.AC

Email:rtankeu@yahoo.fr

Date: 5 juillet 2005

Plan d'Action régional africain pour l'Economie de l'Information (PARAES)

PROJETS

Pays cible(s).....

Agence principale/CER/Parties prenantes.....

Partenaires potentiels:

.....
.....
.....

Titre du projet:.....

Domaines du programme/projet sur lesquels est mis l'accent:

- Contexte juridique/Contexte propice
- Infrastructure et accès
- E-Stratégies et Politiques
- Indicateurs de la Société d'information
- Renforcement de capacité
- Recherche et développement
- Gouvernance Internet
- Les femmes et la Société d'information
- Parties prenantes multiples – Parlementaires, jeunes, Médias etc
- Langues africaines
- Handicapés
- Mobilisation de la Diaspora numérique
- Mobilisation de ressources et partenariat
- Autre

Brève description:

.....
.....

.....
.....
Toile de fond:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
Alignement sur les Stratégies sous-régionales:

.....
.....
.....
Activités du projet proposé:

.....
.....
Avantages sous-régionaux:

.....
.....
.....

Résultats anticipés:

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Evaluation des risques:

.....
.....
.....

Budget:

.....
.....
.....

Calendrier et étapes importantes:

.....
.....
.....
.....
.....

Priorité:

.....
.....

Viabilité à long terme:

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Soumis par:.....

Date:.....

